

INPRECOR

Numéro 207 du 18 novembre 1985 - 12FF - 85FB - 4FS

BRESIL La lutte des paysans sans terre



AFRIQUE DU SUD

L'isolement de Botha, et l'état du mouvement de masse

Sommaire du numéro 207 du 18 novembre 1985

3	NICARAGUA	La révolution en état d'alerte permanent	Vincent KERMEL
5	—	Interview de Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du Nicaragua	DOCUMENT
6	GRECE	Après la victoire électorale du PASOK, la politique d'austérité du gouvernement Papandreou	Nikos PANTELAKIS
10	AFRIQUE DU SUD	Une nouvelle conjoncture politique	Peter BLUMER
18	BRESIL	La lutte pour le droit à la terre	INPRECOR
19	—	Interview d'Isaac Axcelrud	Propos recueillis par Daniel JEBRAC
21	—	Le mutirao de Campo Alegre	Isaac AXCELHUD
24	—	Résolutions du premier congrès national des travailleurs ruraux sans terre	DOCUMENT
26	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	SCANDINAVIE : Réunion nationale de militants syndicaux de lutte de classe. USA : Le SWP des Etats-Unis rejette les exigences du XIIème congrès mondial.		
28	TUNISIE	Bas les pattes devant l'UGTT !	Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

La révolution en état d'alerte permanent

LE 15 octobre dernier, le président nicaraguayen Daniel Ortega décrétait l'état d'urgence pour la durée d'un an. Une douzaine d'articles du Statut des droits et garanties des Nicaraguayens adopté en 1979 ont été totalement ou partiellement suspendus, dont ceux régissant le droit de circulation dans le pays, le droit de réunion, de manifestation, l'*habeas corpus*, ainsi que le droit de grève. Ces mesures sont justifiées par Daniel Ortega du fait « de l'agression américaine et de ses alliés intérieurs, qui a créé une situation véritablement exceptionnelle ». Illustrant ce propos, le ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, précisait : « *Qui pourrait mettre en doute que nous sommes en guerre ? Il ne s'agit pas d'une guerre avec des petits soldats de plomb. (...) C'est une guerre qui est en train de faire de notre pays une nation criblée par les balles et en état d'alerte permanent.* »

Ces mesures constituent une démarche préventive de défense de la révolution bien plus que la réponse à une dégradation immédiate de la situation militaire. Le 14 octobre, le vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'Armée populaire sandiniste (EPS), Joaquin Cuadra Lacayo, n'affirmait-il pas qu'en 1985, « *les forces de la révolution ont connu une situation totalement favorable dans la confrontation avec le bras mercenaire de l'administration Reagan* » ? Cela ne signifie pas que la pression militaire de la contra ait faibli, mais plutôt qu'elle a été contenue, notamment dans son ambition d'occuper certaines zones du pays pour pouvoir y proclamer un gouvernement provisoire et appeler l'impérialisme à l'aide à partir de ce point d'appui.

Toutefois, la contra demeure une armée de mercenaires, nombreuse, fort bien équipée et entraînée par l'impérialisme US. Ses actions ont déjà provoqué la destruction de 321 écoles, 50 centres de santé, de nombreuses coopératives, de villages entiers et d'une importante quantité de matériel. Les programmes sociaux destinés à l'amélioration du sort des populations laborieuses s'en trouvent totalement désorganisés, car plus de la moitié du budget de la nation est consacrée de manière incompressible aux dépenses d'ordre militaire. La guerre a des conséquences désastreuses sur la production agricole dans certaines zones. L'engagement dans des tâches militaires de nombreux cadres et militants sandinistes d'avant-garde dégarmit d'autant leur activité dans les organisations de masse. Le coût humain de cette guerre est tel que, rapporté à la population nord-américaine, cela représenterait l'équivalent de 723 000 morts.

A cela s'ajoute aussi l'embargo nord-américain décrété en mai 1985, pour essayer d'asphyxier la révolution en bloquant l'accès du Nicaragua au crédit, en interdisant aux produits nicaraguayens l'accès à leurs débouchés traditionnels, et en paralysant l'infrastructure du pays par l'arrêt du ravitaillement en pièces de rechange. Sur le plan diplomatique, l'impérialisme US maintient une pression constante sur les régimes latino-américains désireux, pour leurs propres raisons, de voir aboutir une solution négociée du conflit centro-américain. Difficultés économiques et poursuite de la guerre engendrent un sentiment de lassitude dans certaines couches de la population. Ce sont ces réactions que la contra veut manipuler à son avantage, en se servant de l'offensive idéologique menée de manière publique et ouverte par la hiérarchie catholique.

C'est la mise à mort de la révolution sandiniste, le retour sur ses acquis sociaux, le démantèlement de l'Etat ouvrier nicaraguayen que recherche l'administration Reagan. Et pour atteindre cet objectif, elle ne recule devant l'utilisation d'aucun des moyens que sa puissance impérialiste lui offre (militaire, économique, diplomatique), de manière à affaiblir suffisamment les capacités de résistance et de mobilisation des masses

populaires nicaraguayennes, pour pouvoir ensuite leur porter le coup fatal, sous une forme ou sous une autre.

Mais, pour limiter le coût politique et humain d'une telle entreprise, l'impérialisme US cherche à ouvrir et à stabiliser un front intérieur, militaire et politique, pour miner la base sociale du régime. Dans cette tactique, le pôle idéologique de la contre-révolution intérieure joue un rôle clef. Les USA ont essayé de lui donner corps en apportant leur appui aux démarches du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), de certains partis bourgeois ou de certaines personnalités, comme Arturo Cruz, lors de la campagne électorale de novembre 1984. A chaque fois dans le passé, les initiatives politiques de la direction sandiniste et la mobilisation conjointe des masses populaires ont empêché que ces manœuvres n'atteignent leur objectif. Aujourd'hui, c'est la hiérarchie catholique qui tient la place centrale dans l'offensive politique contre-révolutionnaire à l'intérieur du pays. Elle constitue le canal de mobilisation en soutien à la propagande impérialiste et à la contra. Elle représente une véritable cinquième colonne. La proclamation de l'état d'urgence doit être interprétée, en tout premier lieu, comme une tentative de donner un coup d'arrêt préventif à cette campagne à un moment où la conjoncture politique est marquée par une accentuation des difficultés du Nicaragua et par l'absence de perspectives immédiates de solution à ces problèmes.

Cette évolution de la conjoncture est illustrée par l'augmentation récente des crédits américains à la contra. Ajoutée au vœu de Ronald Reagan de voir les effectifs de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) passer d'environ 10 000 hommes à 30 000 hommes d'ici à la fin 1985, cela signifie qu'il faut s'attendre à un saut qualitatif dans l'agression militaire contre le Nicaragua. L'impérialisme US a, d'autre part, marqué un point au plan diplomatique, en obtenant de l'Equateur qu'il rompe ses relations diplomatiques avec le Nicaragua. Cela sanctionne l'entreprise impérialiste de torpillage du processus de négociation initié dans le cadre de la Contadora. Ainsi se rétrécissent d'autant les possibilités de manœuvre diplomatique du régime sandiniste, qui avaient jusqu'alors été mises à profit pour gagner du temps et des soutiens face à l'agression impérialiste.

Enfin, l'offensive idéologique de la hiérarchie catholique a connu une accentuation autour d'une campagne pour l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement sandiniste et la contra, et d'une agitation de plus en plus systématique en faveur du refus du Service militaire patriotique (SMP) qui constitue un élément central de défense du pays. A la différence de nombreux partis et syndicats bourgeois, l'Eglise catholique dispose, pour mener à bien son entreprise de déstabilisation politique, d'un réseau d'organismes nombreux et efficaces, d'appuis internationaux et financiers importants et de marges de manœuvre liées à son activité religieuse. Elle s'est ouvertement saisie de la question du SMP, qui soulève des réticences dans certaines couches de la population, pour mener sa fronde contre le pouvoir révolutionnaire. Cette campagne s'est assortie d'une provocation pour défier le gouvernement sandiniste, avec la publication d'une revue, *Iglesia*, par des proches du cardinal Miguel Obando y Bravo. Cette revue, tirée à 10 000 exemplaires, n'avait pas été légalement déclarée et contenait un éditorial appelant à boycotter le SMP. C'est la raison de sa saisie et de la perquisition dans les locaux du porte-parole de la curie, Bismark Carballo, le bras droit du cardinal Obando, ordonnées par le ministre de l'Intérieur. Un tel défi à la légalité révolutionnaire et aux nécessités de sa défense contre l'agression impérialiste justifie en effet le recours à des dispositions exceptionnelles. Ces dispositions n'ont été appliquées à ce

jour que de manière préventive. Ainsi, le 21 octobre dernier, 7 000 catholiques ont pu se réunir à Estelli à l'occasion d'une procession religieuse conduite par le cardinal Obando. Mais la direction sandiniste pourrait être amenée à les appliquer plus sévèrement contre l'offensive idéologique et militaire de la réaction.

L'état d'urgence est donc avant tout un coup de semonce à la hiérarchie catholique. C'est ce qu'explique l'éditorial de *Barricada* du 17 octobre 1985, dans lequel on peut lire : « *Il s'agit de ne plus admettre qu'on utilise les croyances religieuses du peuple pour légitimer la négation de la légalité révolutionnaire, comme tentent de le faire certains groupes de la hiérarchie de l'Eglise catholique, en publiant des périodiques politiques contre-révolutionnaires et en ignorant les dispositions légales pour utiliser ces moyens de communication.* »

Mais *Barricada* a aussi présenté l'objectif de ces mesures sous un autre angle, en écrivant qu'il s'agissait « *de mettre fin aux tentatives de provoquer plus de difficultés à l'économie, de saboter le travail productif et d'attenter à la stabilité sociale sous prétexte de défendre des revendications ouvrières, en manipulant certains secteurs de travailleurs et en niant la gravité de la situation économique que l'agression impérialiste a créée. Il n'y aura plus de tolérance pour cette activité qui, d'un côté, exige injustement de plus grands bénéfices matériels que ce que notre économie est en mesure de produire et qui, d'un autre côté, refuse l'apport minimum nécessaire à la défense.* »

Cela renvoie à un épisode récent, assez révélateur, de l'actualité politique nicaraguayenne, et au problème plus fondamental des contradictions auxquelles se heurte le processus de transition au socialisme dans ce pays.

Le jour même de la proclamation de l'état d'urgence, un long débat avait lieu à l'Assemblée nationale sur la question du 13e mois. La proposition initiale du FSLN était de reconduire la formule de l'année précédente, qui accordait le paiement intégral du 13e mois à tous les salariés dont la rémunération ne dépassait pas 5 000 cordobas, soit un peu plus que le salaire minimum (1 dollar vaut 700 cordobas), les sommes non versées aux salariés dépassant ce plafond devant alimenter un fonds destiné à combattre le chômage.

A l'Assemblée nationale, une formation bourgeoise, le Parti conservateur démocrate (PCD) et l'un des deux partis pro-soviétiques, le Parti socialiste nicaraguayen (PSN), s'opposèrent à cette proposition, en réclamant le versement du 13e mois à tous les salariés. La Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et l'Association des travailleurs de la campagne (ATC) proposèrent alors le paiement intégral du 13e mois pour tous les travailleurs gagnant jusqu'à 12 700 cordobas (échelon 10 du barème salarial), ce qui concernait 70 % des salariés. De plus, cette prime serait calculée sur la base du dernier salaire, permettant ainsi aux travailleurs de bénéficier dans ce calcul des augmentations survenues durant cette année. Cette disposition fut avalisée par l'Assemblée.

Le PCD, le PSN, le Mouvement d'action populaire (MAP) et le Parti libéral indépendant (PLI) maintinrent leur opposition à cette formule, continuant à revendiquer le paiement intégral du 13e mois jusqu'au 20e échelon du barème des salaires, à savoir 21 700 cordobas. Parallèlement à ces discussions à l'Assemblée nationale, Alejandro Solorzano, dirigeant de la Confédération des travailleurs (CGT) liée au PSN, se mit en grève de la faim pour appuyer cette campagne. Emprisonné, puis presque aussitôt relâché, il cessa son action au bout de trois jours. Le 15 octobre, une manifestation était organisée par le Syndicat des charpentiers, maçons et professions annexes dirigé par le PSN, pour réclamer le paiement du 13e mois pour tous les travailleurs. Cette action rassembla 1 500 personnes. Un reportage publié dans *Barricada* du 16 octobre rapporte les témoignages de manifestants qui révèlent que la grande majorité des personnes présentes étaient des salariés qui bénéficiaient déjà du paiement du 13e mois, puisque gagnant moins de 12 700 cordobas.

Ce débat parlementaire et l'agitation sociale à laquelle il a donné lieu sont révélateurs de la situation politique actuelle au Nicaragua. Certains secteurs bourgeois d'opposition et d'autres courants de gauche tentent par une surenchère systématique sur les propositions du FSLN de capitaliser le mécontentement qui se fait jour dans une partie de la population, du

fait des difficultés économiques du pays et de la dégradation de son niveau de vie. Au-delà du caractère tactique de la discussion sur le 13e mois se profile en fait le véritable débat de fond : celui du problème posé par la défense de la révolution sous l'angle des exigences de répartition des ressources entre les crédits destinés à l'effort de guerre et ceux destinés à éviter une trop grande dégradation du niveau de vie des masses populaires, alors que, parallèlement, le maintien d'un large secteur privé permet l'accumulation de profits et le détournement à des fins spéculatives d'une partie des aides et crédits de l'Etat, ce qui grève d'autant les possibilités de planification économique et de répartition plus égalitaire des sacrifices et de la pénurie.

Les effets sociaux de cette situation sont pesants et durables : exode rural, développement du marché noir et du secteur informel (marché non contrôlé du travail). Cela contribue à alimenter des phénomènes de lassitude, de mécontentement, voire de démobilisation parmi certaines couches de la population. C'est sur ce terrain que cherche à prendre pied la campagne de la hiérarchie catholique. C'est ce même terrain qui peut favoriser, au sein des classes laborieuses, l'apparition de revendications difficiles à satisfaire sur le plan économique, ou de mobilisations constituant une gêne pour les priorités de défense de la révolution.

Cette situation renferme un risque d'effritement de la base sociale de la révolution que la suspension du droit de grève pourrait encore aggraver. Le dialogue politique avec les masses, y compris avec la fraction de celles qui pourraient être amenées à désespérer de la situation présente ou à mettre en avant des revendications économiques difficiles à satisfaire dans l'immédiat, ainsi que l'appel à la mobilisation sociale des couches qui appuient sans faiblesse le processus révolutionnaire, ne peuvent pas être efficacement remplacés par l'épée de Damoclès que la suspension du droit de grève fait peser sur certains courants politiques du mouvement ouvrier et populaire qui veulent tirer parti de cette situation.

Parce que la révolution est acculée, elle ne dispose pas aujourd'hui des moyens de résoudre rapidement l'ensemble des problèmes qui contribuent à entamer les conditions de vie des masses laborieuses. Elle ne peut pas non plus espérer, par une victoire militaire totale à court terme sur l'agresseur impérialiste, réduire ce qui est la cause principale de la situation que connaît le Nicaragua. La poursuite de la réforme agraire annoncée par le gouvernement sandiniste est un bon moyen de renforcer l'adhésion de la paysannerie à la révolution et à la défense du pays. Pareillement, la poursuite de l'effort de guerre réclamé aux travailleurs peut être consolidé par une relance de la mobilisation sociale des masses populaires. Celle-ci a eu en effet tendance à baisser dans la dernière période. La diminution des capacités d'organisation des Comités de défense sandinistes (CDS) en est un bon exemple. Le corollaire de cela est le risque de voir se développer des comportements administratifs au sein des échelons intermédiaires de l'appareil d'Etat, dont nombre de membres n'ont pas toujours été de fervents partisans de la révolution. Un autre problème est constitué par les difficultés gouvernementales à maîtriser le développement de formes multiples de spéculation sans une relance de l'activité de contrôle des masses populaires.

Sans doute, aucune mesure simple ne peut, à elle seule, résoudre les problèmes que rencontre le Nicaragua aujourd'hui, dont l'origine réside pour une bonne part dans l'agression impérialiste. Mais deux conditions doivent permettre de renforcer les acquis sociaux des masses au-delà des nécessaires mesures d'auto-défense prises face à la contre-révolution : d'une part, la relance de la mobilisation sociale des masses populaires et le renforcement de leurs organisations propres et, d'autre part, le développement d'une solidarité internationale venant matériellement en aide au Nicaragua. Ce sont toutes nos forces qui doivent, en ce moment difficile pour la révolution nicaraguayenne, être jetées dans la bataille pour répondre à ce second objectif. ■

Vincent KERMEL,
10 novembre 1985.

Les raisons de l'état d'urgence

Interview de Tomas Borge,
ministre de l'intérieur du Nicaragua

EL PAIS : — Le sandinisme est-il tellement pris à la gorge qu'il soit ainsi besoin d'appliquer l'état d'urgence ?

Tomas BERGE : — (...) L'état d'urgence, qui n'est pas l'état de siège, n'implique pas de couvre-feu, ce n'est rien d'autre qu'une mesure prophylactique afin d'éviter une reprise de l'activité contre-révolutionnaire qui, dans une certaine mesure, dans une large mesure même, a été neutralisée. Il y a aujourd'hui des plans qui visent à faire pénétrer 2 500 hommes sur le territoire, comme il existe des plans pour réactiver l'activité conspirative.

— Est-ce que cela compense le coût politique qu'implique de telles mesures ? (...)

— Sur le plan intérieur, le coût politique est nul. A l'extérieur, il existe. Vous pouvez marcher dans la rue à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, la circulation fonctionne à plein, il y a libre circulation entre les villes. Si bien que comme le disent les Nicaraguayens « celui qui n'a rien à se reprocher n'a rien à craindre ». L'immense majorité des Nicaraguayens est non seulement d'accord avec l'état d'urgence, mais elle se sent protégée. Seul un secteur très minoritaire lié aux activités contre-révolutionnaires peut ne pas se sentir en sécurité. (...)

— Pendant la guerre d'Espagne, il s'est posé le dilemme « guerre ou révolution » ; et certaines thèses disent que l'on a alors perdu la guerre pour ne pas avoir fait la révolution ? La guerre pourrait-elle être perdue au Nicaragua pour avoir ôté au peuple ses libertés et ne plus avoir ainsi son soutien ?

— Je tiens bien à insister pour dire que le peuple n'a pas perdu ses libertés. Ici, vous avez la liberté de vous réunir, de vous divertir, de travailler, d'exprimer des idées et des critiques, une liberté religieuse absolue, liberté même pour les secteurs qui sont les ennemis de la révolution, qui n'a pas d'autres limites que celles établies par l'état d'urgence qui requiert une autorisation préalable pour les activités politiques. Mais si l'on croit en l'image un peu manichéiste, selon laquelle l'état d'urgence limite les libertés populaires, bien sûr cela signifierait s'annihiler l'adhésion populaire. Mais au contraire, la loi d'urgence a été largement soutenue par le peuple, elle ne limite en rien les libertés populaires, mais bien au contraire les protège.

— Il existe un front idéologique inté-

rieur au Nicaragua. Il y a un cardinal qui se promène dans le pays et provoque des mobilisations importantes des masses, cardinal que *Barricada* (organe sandiniste officiel) situe au même niveau que Reagan et la contra.

— Au moins du point de vue idéologique et de ses prises de positions politiques, s'il faut trouver un frère siamois à Ronald Reagan, c'est Miguel Obando. C'est un adversaire politique de la révolution. Un homme qui a été nommé cardinal récemment. (...) En tout cas, monseigneur Miguel Obando, pour notre malheur, n'est pas un dirigeant religieux mais un dirigeant politique qui a été qualifié par la « *Voix des Etats-Unis* » (émission nord-américaine de la *Voix de l'Amérique*) comme le principal opposant à la politique de la révolution. Reagan et Obando mangent à la même table politique et idéologique.

— Combien de temps allez-vous laisser ce « frère siamois de Reagan » circuler et prêcher librement ?

Vu les circonstances particulières de ce pays où il y a toujours eu un respect traditionnel des prêtres, jamais la révolution n'a mis en prison un curé. Nous voulons neutraliser sur le terrain des idées et de l'idéologie, l'activité politique de monseigneur Miguel Obando qui est notre adversaire sur le terrain idéologique et politique. Je ne vois aucune possibilité de restreindre ses mouvements ou sa liberté. Ce ne serait ni correct, ni opportun, ni sensé.

— Un autre secteur à se plaindre est celui que vous nommez « l'ultragauche », les syndicats marxistes-léninistes qui critiquent plus ou moins durement l'état d'urgence, parce qu'entre autre chose, vous avez supprimé le droit de grève. Comment peut-on défendre les ouvriers et leur ôter le droit de grève ?

— Ici les travailleurs n'ont pas fait grève pour des raisons politiques ou par conscience révolutionnaire. Nonobstant, il y a des petits groupes qui se disent de gauche et marxistes léninistes, qui profitent, de façon opportuniste, à mon sens, des limites économiques du pays, pour pousser certains secteurs de la classe ouvrière, pas très nombreux, vers la mise en avant de revendications. Il est très facile dans un pays, plein de pauvreté et accablé par la crise économique et l'agression, d'aller chercher un appui pour augmenter ses rangs en poussant un secteur des travailleurs à réclamer de meilleures conditions de vie, quand objectivement, la révolution ne peut leur donner de meil-

leures conditions de vie. Au lieu d'impulser l'appui à la révolution, ces messieurs prétendument de gauche, sabotent en réalité la révolution, s'identifiant ainsi objectivement aux positions de la droite. Effectivement, ces éléments qui n'ont jamais eu la force ni le courage de s'affronter à Somoza, nous défient aujourd'hui. (...)

— Cet état d'urgence vise aussi à prévenir des désordres possibles qui pourraient se produire ?

— Non absolument pas. Cette possibilité n'existe pas. Ce qu'il y a d'admirable dans ce peuple, c'est que malgré autant de difficultés, il continue à appuyer la révolution avec autant de ferveur et de conscience. Nous n'avons aucune crainte en ce sens, car jamais je n'utiliserai la force publique contre la population. Ça, jamais.

— Comment pensez-vous résoudre la crise économique dont souffre le pays ?

— Il n'y a pas de solution à cette crise. Pendant des années encore, nous devons vivre dans la pauvreté, les immenses difficultés et les restrictions. Plus de la moitié des ressources du pays, des maigres ressources du pays, sont destinées aujourd'hui à la guerre et la production a considérablement baissé. Si bien que si nous comparons les chiffres de production de 1979 avec ceux d'aujourd'hui, il y a eu une baisse assez forte de la production. Cela même sans prendre en compte l'échange inégal, la crise économique internationale et l'agression. C'est une situation très difficile. Nous ne sommes pas en mesure de la résoudre. Il va y avoir une situation de crise économique. Au Nicaragua, il va y avoir pauvreté, plus de pauvreté et de difficultés dans le futur. (...)

— Dans une récente interview, vous déclariez « notre projet est embrouillé, compliqué, et les projets embrouillés jettent la confusion parmi les masses. » Logiquement, il faudrait réduire cette confusion. Est-il possible que cet état d'urgence fasse partie d'une espèce de redéfinition au sein de la direction du Front ?

— Non.

— De clarification idéologique ?

— De clarification idéologique et politique si l'on veut, mais pas d'une redéfinition du projet. Il faut expliquer d'une façon à la fois plus simple et plus globale à notre peuple une série d'aspects de la révolution qui n'ont pas été suffisamment expliqués. Par exemple, les chefs d'entreprise dans ce pays ont une attitude généralement hostile à la révolution. Elle l'est également du point de vue de leur participation au processus de production. ■

Propos recueillis par José COMAS,
« EL PAIS », le 26 octobre 1985.

Après la victoire électorale du PASOK

la politique d'austérité

du gouvernement Papandréou

LE Mouvement socialiste pan-hellénique (PASOK) a conservé, lors des élections législatives de juin dernier, l'essentiel de son électorat, malgré une perte de 2,25 % des suffrages exprimés et de 13 sièges par rapport aux législatives de 1981 qui l'avaient porté au gouvernement. Le score final du PASOK s'est établi à 45,82 % des voix, soit 161 députés pour un parlement de 300 membres. Le principal parti bourgeois d'opposition, la Nouvelle Démocratie de Constantin Mitsotakis, a obtenu 40,84 % des suffrages, soit 5 % de plus qu'en 1981, et 125 élus. Le Parti communiste grec (KKE) dit de l'extérieur, a obtenu 13 élus et 9,89 % des suffrages exprimés, tandis que l'autre Parti communiste, dit de l'intérieur, et de tendance eurocommuniste, a obtenu 1 élu et 1,84 % des suffrages (1).

Ces résultats ont pu surprendre certains commentateurs qui pensaient que l'écart entre le PASOK et la Nouvelle démocratie allait se réduire plus nettement. En suivant cette analyse, les campagnes allaient voter massivement pour le PASOK, du fait de la politique agricole suivie depuis trois ans par ce parti en faveur des agriculteurs, dont le revenu a augmenté grâce aux subsides accordés par le Marché commun. Ces mêmes commentateurs estimaient que les centres urbains, à l'exception bien entendu des bastions traditionnels du KKE (extérieur), voteraient plus à droite, car ce sont les secteurs les plus touchés par la crise (fermeture de plusieurs entreprises, augmentation spectaculaire du chômage).

Ce schéma ne s'est pas réalisé sur le plan électoral. La raison est sans doute à chercher dans le souvenir pas si lointain de la politique menée par les partis bourgeois en Grèce et le refus de nombre d'électeurs de voter pour la Nouvelle démocratie. Cette situation est sans doute aussi le produit du fait que les deux PC n'offrent pas, à la gauche du PASOK, d'alternatives

Nikos PANTELAKIS

Le bilan économique des quatre premières années de gouvernement du PASOK n'est pas très brillant. Malgré les promesses répétées du ministre de l'Economie, suivant lesquelles le pays devait connaître une augmentation annuelle du Produit national brut de l'ordre de 1,5 %, le dernier bilan économique montre que ces chiffres étaient trop optimistes. Le gouverneur de la Banque de Grèce déclarait, en 1984, que « depuis 1982, (...) l'économie stagne ». Evidemment, aujourd'hui encore, le gouvernement promet que l'économie du pays sortira prochainement de la crise, qu'elle connaîtra un certain développement, cependant prudemment caractérisé de « fragile, restreint et éphémère ». Entretemps, la classe capitaliste continue à s'abstenir d'investir et les capitaux préfèrent toujours prendre le chemin de l'exil pour se retrouver dans les coffre-forts des grandes banques financières occidentales. Cette grève des investissements, inaugurée en fait à partir de 1976, est principalement due au fait que la bourgeoisie grecque perdit alors sa confiance dans la possibilité de rentabiliser

suffisamment crédibles aux yeux des masses pour capitaliser, au-delà de leur influence traditionnelle, le mécontentement qui peut se faire jour du fait de la crise économique et de la politique suivie par le gouvernement Papandréou.

Les choses risquent toutefois d'être modifiées par la nouvelle orientation économique mise en application par ce gouvernement et son ministre de l'Economie, Simitis. Fort de sa victoire électorale de juin, le gouvernement Papandréou laissait entendre, dès septembre 1985, que « l'heure de la vérité avait sonné », et le 11 octobre, un premier train de mesures rompant avec la politique économique antérieure était annoncé. D'après le *Monde* du 15 octobre 1985, ce programme se résume comme suit : « Dévaluation de la monnaie (de 15 %, ndlr.), réforme de l'échelle mobile des salaires, réduction de quatre points de l'accroissement des dépenses publiques en 1986, freinage des prix agricoles qui ne pourront plus augmenter plus vite que l'inflation générale, accroissement de la pression fiscale sur les entreprises et les professions libérales, intensification de la lutte contre la fraude fiscale, freinage des importations. »

Les réactions dans le mouvement ouvrier n'ont pas manqué de se manifester. Le 21 octobre, une grève générale était appelée, notamment par les centrales syndicales liées au PC. Des luttes ouvrières ont aussi été déclenchées. Dans la Confédération générale des travailleurs grecs, liée au PASOK, des remous ont également eu lieu. C'est en quelque sorte une situation nouvelle qui se présente aujourd'hui.

L'article que nous publions ci-après a été rédigé par un collaborateur de la revue *Marxistiki Sisirossi* (Rassemblement marxiste), avant l'adoption de ce train de mesures d'austérité et l'éclatement des réactions qu'il a engendrées. ■

ses capitaux, après l'entrée de la Grèce dans le Marché commun et l'abolition progressive des mesures protectionnistes qui protégeaient les produits industriels grecs de la concurrence internationale. Mais elle est aussi due, d'autre part, au fait que la Grèce connaît, depuis la chute de la dictature, un puissant mouvement revendicatif ouvrier.

L'économie grecque est frappée aujourd'hui de plein fouet, à la fois par la stagnation de la production, l'inflation, le chômage et l'endettement élevé envers l'étranger. Le chômage surtout a connu une progression spectaculaire lors de ces quatre dernières années. De 4 % de la population active en 1981, le taux de chômage est passé à 8,2 % en 1984.

Pour le gouverneur de la Banque de Grèce, « la situation de l'économie grecque d'aujourd'hui impose de continuer les efforts coordonnés pour stabiliser l'économie », expression qui signifie simplement que la solution se trouverait dans l'application d'une politique d'austérité. La dépréciation de la monnaie grecque, effectuée doucement jour après jour par le gouvernement, la restriction des dépenses publiques et la diminution de l'offre

de la monnaie de la part des banques ne suffisent pas comme mesures pour rétablir la situation. Selon le gouverneur de la Banque de Grèce, il faudrait prévoir en plus une baisse sérieuse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi, le slogan à la mode chez tous les responsables de l'économie, depuis le Premier ministre jusqu'au dernier des secrétaires d'Etat, affirme que les travailleurs grecs doivent « cesser de consommer plus qu'ils ne produisent ». Evidemment, l'échelle mobile des salaires, adoptée par le gouvernement du PASOK lors de sa première législature (1981-1985), est considérée comme l'unique responsable de tous les maux actuels.

Les raisons de la crise actuelle doivent cependant être recherchées ailleurs, et plus spécialement dans le développement de l'économie grecque après la Seconde Guerre mondiale, qui a conduit à

1. En 1968, le Parti communiste de Grèce (KKE) a connu une scission entre une fraction dite intérieure, eurocommuniste avant l'heure, et une fraction pro-soviétique dite extérieure. L'affrontement politique qui s'en est suivi entre ces deux formations a largement tourné à l'avantage du KKE « extérieur ».

une industrialisation directement dépendante des capitaux et de la technologie étrangers. La crise économique mondiale de 1974 a dévoilé toutes les faiblesses structurelles de l'économie grecque : dépendance de celle-ci par rapport aux capitaux et à la technologie étrangers, une économie intérieure restreinte, une agriculture vieillie, une industrie sans dynamisme et dispersée en de petites unités, un secteur des services démesurément gonflé.

Pour parvenir à l'augmentation du taux de profit moyen afin de relancer l'économie, le gouvernement du PASOK a tout d'abord adopté certaines mesures qui avaient comme but de revitaliser le marché domestique par l'augmentation de la demande de biens de consommation, demande qui proviendrait surtout des catégories de la population à faible revenu, comme par exemple les petits et moyens agriculteurs, les salariés les moins bien payés, etc. La hausse relative du pouvoir d'achat de ces catégories a été obtenue au détriment des salariés disposant de hauts revenus, qui ont vu leur pouvoir d'achat stagner et même baisser.

Par ces mécanismes, le PASOK comptait renforcer la demande des produits traditionnels, tels que les produits alimentaires, les vêtements, les équipements domestiques, produits pour lesquels il existe une industrie grecque orientée vers l'exportation. Cette industrie, pour rester compétitive sur le marché mondial, a besoin, aujourd'hui plus que jamais, de se moderniser et de se concentrer dans de grandes unités.

En second lieu, au sujet de l'agriculture, le gouvernement voulait concentrer la production dans de grands domaines, afin d'augmenter la production agricole, mais aussi et surtout afin d'améliorer la productivité. La politique du pouvoir devait favoriser les coopératives agricoles auxquelles il voulait aussi confier la commercialisation de leurs produits afin d'éliminer les intermédiaires. La demande accrue de la part des coopératives de plus de machines agricoles, de moyens de transport et d'autres matériels, augmenterait en conséquence la demande de biens industriels produits par les entreprises grecques.

LA TRAJECTOIRE DU PASOK

En troisième lieu, le PASOK a adopté des mesures afin de moderniser l'appareil industriel, notamment en créant un environnement favorable au remplacement de certains produits industriels importés de l'étranger par ceux fabriqués sur place. Quatrièmement, le PASOK a voulu créer un marché domestique de capitaux. Il est clair aujourd'hui que toutes ces mesures, qui étaient nécessaires d'un point de vue capitaliste, n'allaient pourtant pas pouvoir relancer l'économie, parce que la crise est beaucoup trop profonde.

Dans une économie capitaliste frappée par une telle crise, la relance économique est possible à une seule condition, celle qui consiste à réduire brutalement le pouvoir d'achat des travailleurs. Or, une telle solution ne peut être mise en œuvre

que si le mouvement ouvrier subit une défaite, ce qui n'est pas le cas pour le moment en Grèce.

A partir de la fin des années 1970, il était devenu évident que la droite ne pouvait plus gouverner, car elle ne jouissait plus de la confiance nécessaire, y compris auprès de la bourgeoisie. Celle-ci était convaincue que le gouvernement n'avait pas la capacité d'imposer les réformes nécessaires pour sortir l'économie de la crise et pour faire face au mouvement revendicatif des travailleurs.

Les grands capitalistes s'étaient habitués à vivre à l'ombre de l'Etat, qui leur procurait les moyens nécessaires — protectionnisme, crédits à l'industrie — pour leur garantir de substantiels profits sans qu'ils doivent trop se soucier du vieillissement progressif de l'appareil industriel, de moins en moins compétitif vis-à-vis de l'étranger. Voilà pourquoi Papandreou ne cesse de répéter que la droite est la principale responsable de l'état lamentable de l'économie. « Il est bien connu, affirme-t-il, que 50 familles jouissaient de la totalité des crédits bancaires destinés à l'industrie et que ces crédits prenaient directement le chemin de l'étranger pour se retrouver sur les places financières internationales. Ainsi, nous sommes arrivés à la situation paradoxale qui consiste à posséder une industrie en faillite mais des capitalistes florissants. »

Dès sa fondation, en 1974, suite à la chute de la dictature, le PASOK appuie le mouvement revendicatif et développe progressivement des liens étroits avec le

Campagne électorale de 1977. (DR)





La foule célèbre la victoire du PASOK en octobre 1981. (DR)

mouvement ouvrier. Sa popularité s'accroît. Du fait des liens tissés pendant dix ans avec le mouvement ouvrier et de la place qu'il occupe dans la lutte des classes, le PASOK peut être caractérisé comme un parti social-démocrate, même si certaines différences indéniables le distinguent de la social-démocratie européenne traditionnelle.

Voilà pourquoi le PASOK a été obligé de tenir compte dans une certaine mesure des aspirations des larges couches de travailleurs et à mettre en place, pendant la première législature, une politique sociale comprenant notamment le relèvement des bas salaires, l'instauration de l'échelle mobile des salaires, l'adoption de congés payés d'un mois pour tout le monde, le relèvement des retraites, des mesures d'aide aux chômeurs, l'augmentation des crédits destinés à la santé. Toutes ces mesures ont eu des répercussions positives sur les conditions de vie des travailleurs, ce qui s'est traduit dans les dernières élections par le succès du PASOK, d'autant plus que l'absence d'une alternative de gauche ne pouvait que faire le jeu du gouvernement.

Au lendemain de sa nouvelle victoire électorale, le gouvernement du PASOK a volontairement laissé planer l'idée qu'il comptait maintenant réduire le pouvoir

d'achat en supprimant l'échelle mobile des salaires. Par ailleurs, il a procédé à une hausse du prix de certains produits tels que l'essence, les services, l'électricité, les transports, etc. Cependant, les réactions de la base syndicale du parti contre ces mesures démontrent d'une façon évidente les difficultés que rencontrera le gouvernement pour appliquer une telle politique. Le 7 septembre 1985, plus de 250 dirigeants syndicaux appartenant à la tendance syndicale du PASOK, ont rencontré les ministres responsables de l'économie. Ce fut une rencontre houleuse. Les dirigeants syndicaux ont expliqué qu'ils ne voulaient pas faire les frais d'une politique pour laquelle ils n'étaient pas responsables. Ils ont précisé que si le gouvernement décidait d'abolir l'échelle mobile des salaires, il y aurait un tel mouvement de protestation qu'ils ne pourraient que le suivre, faute de quoi ils risqueraient de se trouver complètement isolés de leur base. Appuyer une telle politique serait pour eux un suicide (2).

La politique du PASOK en matière économique ne diffère donc pas fondamentalement d'une politique de droite. Les solutions avancées correspondent, dans leurs traits généraux, aux directives des organismes financiers mondiaux, qui exigent la modernisation de l'appareil de production grec. Elles orientent l'écono-

mie vers l'exportation, ce qui la soumettrait à la division internationale du travail. Tout le problème se résume dans le fait de savoir comment un gouvernement qui s'appuie sur les travailleurs pourra imposer à ceux-ci une austérité draconienne. Cela dépend bien évidemment du rapport des forces entre les classes qui, aujourd'hui, ne semble heureusement pas favorable à la bourgeoisie.

LE MALAISE DE LA DROITE

En 1981, la droite a perdu les élections, pour la deuxième fois depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Fait sans précédent dans l'histoire du pays, c'est un parti qui se réclame ouvertement du mouvement ouvrier qui va former un gouvernement.

La bourgeoisie et son représentant Caramanlis ayant prévu une telle éventualité, ils avaient préparé au niveau institutionnel un Etat fort, au sommet duquel Caramanlis précisément, élu président de la République par le Parlement précédent, serait le maître du jeu. Au lendemain de la victoire du PASOK, en 1981, la bourgeoisie ne désespérait pas, dans la mesure où elle détenait, avec la présidence de la République, l'un des éléments centraux du pouvoir, et elle fera tous les efforts pour que le séjour du PASOK au gouvernement soit le plus bref possible.

C'était compter sans le mouvement ouvrier et la radicalisation des positions initiales du PASOK. Ensuite, en 1985, ce parti comprit que la réélection de Caramanlis pouvait lui coûter cher en termes électoraux, notamment sur sa gauche, dans la mesure où les deux partis communistes s'étaient finalement décidés à mener campagne contre cette réélection. Il laissa alors croire pendant des mois qu'il allait soutenir la réélection de Caramanlis, avant d'effectuer une volte-face spectaculaire en mars 1985, quelques jours seulement avant l'élection du président par le Parlement et sur l'initiative du Premier ministre Papandreou lui-même, en proposant la candidature de Christos Sartzetakis pour la présidence de la République.

La droite se mobilisa alors, sentant que le terrain institutionnel lui échappait, et occupa nuit et jour les principales artères du centre d'Athènes, de mai 1985 jusqu'à la veille des élections générales du 2 juin 1985. Plus d'un million de personnes participèrent à un meeting organisé par la droite sur la place de la Constitution, l'avant-veille des élections. La peur ainsi créée dans l'électorat de gauche d'une

2. Suite à l'adoption par le gouvernement du PASOK de mesures d'austérité, les syndicats dirigés par le KKE ont organisé une grève de protestation le 21 octobre. La Confédération générale des travailleurs grecs, dominée par le PASOK, a refusé de s'y associer, se contentant d'exiger un débat de fond sur la nouvelle politique économique du gouvernement. Huit membres (sur quarante-cinq) de son conseil d'administration, qui avaient voté pour participer à la grève, ont été exclus du PASOK sur le champ.

éventuelle victoire de la droite permettra au PASOK de mobiliser encore plus de monde le lendemain. La polarisation joua à fond et les partis communistes furent réduits à n'être que de simples spectateurs d'une bataille qu'ils avaient perdu d'avance, n'ayant pas su proposer une alternative sérieuse aux propositions du PASOK.

Il faut ajouter que les deux PC, pendant les quatre ans de gouvernement social-démocrate, se sont contentés de suivre les réformes mises en place par le gouvernement, en émettant quelques protestations purement formelles et sans proposer de politique alternative. Leur objectif principal se trouvait ailleurs et consistait à trouver le moyen de pénétrer dans les coulisses du pouvoir.

Du côté de la Nouvelle démocratie, son programme économique néo-libéral s'inspirait des mesures prises par les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, dans le but de contrer le soi-disant dirigisme étatique du PASOK et les mesures de socialisation destinées aux entreprises en difficulté.

Aujourd'hui, la droite est secouée par une grave crise, qui vient d'éclater au grand jour avec le départ de 10 députés de la Nouvelle démocratie et la formation d'un nouveau parti, auquel se rallie une bonne partie de l'appareil. Selon divers dirigeants de la droite, les résultats des élections montrent que le PASOK ne constitue pas un phénomène passager de la vie politique grecque. L'appareil politique de la bourgeoisie s'aperçoit donc qu'il lui faut un nouveau visage s'il tient à retourner un jour au pouvoir, un visage qui ne portera pas les tâches du passé. C'est ce qu'affirme le jeune député Adriano-poulos, lorsqu'il déclare que « *l'essentiel est que nous n'avons pas su nous démarquer de l'image que le peuple se fait de la droite traditionnelle.* »

LE MOUVEMENT OUVRIER A LA CROISÉE DES CHEMINS

Le mouvement ouvrier a connu, à partir de la chute de la dictature en 1974, un renforcement spectaculaire. Mais déjà avant cette date, et notamment au cours de la décennie précédente, une profonde mutation s'était opérée, qui allait marquer la remontée du mouvement ouvrier. Cette mutation sera due aux changements structurels subis par l'économie durant toute cette période, qui peuvent se résumer par l'augmentation du nombre d'industries et la multiplication des grandes unités de production. Dans ces conditions, les rapports entre patrons et salariés se sont transformés. Ainsi, on a remarqué l'apparition et le développement de syndicats d'entreprise, tandis que les syndicats professionnels ont eu tendance à disparaître. En même temps se déroulait un processus de prolétarianisation des salariés des services, qui étaient considérés pendant longtemps comme l'aristocratie ouvrière. Avec l'augmentation du nombre d'employés dans les services et les entreprises nationalisées, on a pu observer un changement qualitatif qui a fini par détruire les rapports privilégiés et paternalistes qu'entrete-

naient ces salariés avec l'Etat-patron. Ainsi, aujourd'hui, on ne peut plus considérer ces travailleurs comme une sorte d'aristocratie ouvrière dont les intérêts seraient contraires à ceux de la majorité de la classe ouvrière, et cela même si le PASOK fait parfois encore cette distinction, pour rendre impopulaire ce secteur combatif de la classe ouvrière aux yeux du reste des travailleurs. Le secteur des entreprises publiques et nationalisées fut en effet, pendant toute la période allant de 1974 à 1981, à la pointe des luttes.

Dès sa victoire électorale de 1981, le PASOK adopta certaines mesures syndicales rompant radicalement avec le syndicalisme d'Etat mis en place par la droite après la guerre et qui subsistait encore. Ces mesures ne faisaient que traduire au niveau institutionnel des pratiques déjà courantes dans le mouvement ouvrier depuis 1974 grâce à l'influence exercée par le KKE et le PASOK.

En étant à la pointe de toutes les luttes ouvrières déclenchées après la chute de la dictature, le PASOK put créer une tendance syndicale qui jouit encore aujourd'hui d'une grande popularité parmi les travailleurs. Cette popularité lui a permis d'arriver en tête du mouvement syndical au niveau national, et de devancer ainsi le KKE qui monopolisait traditionnellement la représentation des travailleurs.

Si l'on regarde l'évolution de la courbe des actions de grève dans le pays après la chute de la dictature, on peut constater un certain ralentissement autour de 1981, dû à l'attentisme créé par l'échéance électorale et, ensuite, par l'espoir né de la victoire du PASOK et des premières mesures adoptées par celui-ci. La réforme du syndicalisme promulguée par le gouvernement, l'adoption de l'échelle mobile des salaires, les mesures sociales adoptées (augmentation des crédits pour la santé, des pensions de retraite, des allocations de congés payés d'un mois, les transports gratuits jusqu'à 8 h du matin, etc.) ont trouvé un écho favorable chez les travailleurs et expliquent pour une large part le succès électoral du PASOK du 2 juin dernier.

Cependant, aujourd'hui, face à l'aggravation des problèmes, certaines fissures commencent à apparaître. L'aggravation du chômage, qui touche de larges couches de travailleurs, y est pour quelque chose. On constate ainsi l'apparition de mouvements de protestation coordonnés de plusieurs fédérations syndicales contre l'austérité, appuyés surtout par les deux partis communistes.

A cela, il faut ajouter l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement face à la réalité de la crise internationale du capitalisme ainsi que face aux solutions mises en œuvre pour trouver une issue à cette crise. Sur le plan intérieur, la classe bourgeoise devient plus arrogante, malgré sa défaite politique. Elle veut que le gouvernement impose aux travailleurs une politique draconienne d'austérité et de « liberté » pour son propre compte (liberté d'embaucher et de licencier, de déterminer les prix et les salaires comme bon lui semble, bref, la liberté de la gestion du

travail), contre une très hypothétique future reprise de ses investissements au nom de l'« intérêt supérieur », de la « productivité » et de la « compétitivité » de « notre économie nationale ». Sur le plan extérieur, on assiste à un déficit de la balance des paiements qui pourrait dépasser cette année les 2,5 milliards de dollars, c'est-à-dire presque 6 % du PNB, et à une dette extérieure de 13,5 milliards de dollars au moins et une économie sans grand dynamisme, marquée par l'accroissement du déficit de la balance du commerce extérieur, conséquence de la hausse des importations et de la baisse des exportations. Voilà qui suffit déjà à faire planer l'ombre du FMI et de ses fonctionnaires sur les décisions gouvernementales.

Le chantage du grand capital est clair : que le parti gouvernemental, qui a la confiance des travailleurs, fasse accepter par ces derniers la politique de la bourgeoisie.

« Quatre ans ça suffit », pensent les bourgeois, mais, de leur côté les travailleurs doivent aussi penser que « quatre ans ça suffit », d'atermoiements, de tergiversations et de compromis de leur gouvernement « socialiste ». D'autant plus que le langage adopté par celui-ci tend de plus en plus à se transformer en un « réalisme » réactionnaire et que son principal atout politique — « Ayez confiance, nous contrôlons la situation » — prend de plus en plus l'aspect d'un bavardage impuissant.

La « troisième voie vers le socialisme » risque ainsi non seulement d'être sérieusement contestée, mais aussi d'apparaître comme la voie qui tourne en rond dans le cadre pourri d'un capitalisme sans issue. Situation à tout prendre pas si mauvaise que cela pour la bourgeoisie, dans la mesure où, pour le moment, elle table sur les effets désagrégateurs de son système sur le mouvement ouvrier lui-même. Situation reconfortante même, dans la mesure où les autres partis réformistes, et notamment les partis communistes, font tout pour éviter d'organiser la force explosive des masses ouvrières.

Pourtant, dans cette guerre de position, la classe ouvrière n'est pas encore défaite ni tout à fait démunie. Certes, elle se trouve sur la défensive. Certes, il lui manque un programme anticapitaliste global et cohérent. Mais elle se bat, et elle n'a pas avalé, malgré toutes les pressions en ce sens, la série de mots d'ordre bourgeois d'austérité de classe, comme le montrent les dernières mobilisations du mois de septembre, dirigées notamment par des cadres syndicaux du PASOK.

Tout cela signifie que la politique que le gouvernement met en œuvre est définie par un axe central impliquant l'austérité pour les travailleurs, mais les rythmes de son application restent toujours soumis au cadre que détermine largement un mouvement ouvrier qui n'est pas prêt à accepter cette logique. L'épreuve de force qui se dessine est dès lors inévitable. ■

Nikos PANTELAKIS,
Athènes, le 27 septembre 1985.

Une nouvelle conjoncture politique

L'isolement du gouvernement Botha, l'offensive de l'opposition bourgeoise et l'état du mouvement de masse

LA situation politique évolue rapidement en Afrique du Sud. De nouveaux rapports de forces se sont établis tout au long de ces dernières années. La violence des affrontements survenus entre juin et octobre 1985 est venue confirmer la nouvelle période politique dans laquelle se trouve ce pays. Les éléments de ce changement se sont en fait accumulés depuis près de douze ans, en commençant par la grève générale du Natal en 1973 et le soulèvement de la jeunesse à Soweto et dans le Transvaal en 1976.

Peter BLUMER

Depuis un mois environ, de nouveaux éléments sont apparus dans la situation sud-africaine. Les grandes mobilisations de l'hiver dans l'hémisphère sud ont laissé la place à des affrontements plus isolés et parfois très spécifiques. Au mois d'octobre 1985, le fait le plus marquant est sans doute le boycott des écoles secondaires dans la région du Cap. Cette ville étant une zone d'habitation classée comme préférentielle pour les Métis, la lutte des scolaires y a pris la tournure d'une confrontation entre la jeunesse métisse et le ministère de l'Éducation de la Chambre des représentants pour les affaires métisses (1). C'est dire que cette lutte est au cœur de la question de l'apartheid.

LE BOYCOTT SCOLAIRE DU CAP

Les lycéens, comme l'écrasante majorité de la population, ne reconnaissent aucune légitimité à cette sorte d'institution et considère à juste titre ses agents comme de purs collaborateurs du pouvoir raciste. Le boycott a commencé le 29 juillet 1985 et se poursuit toujours jusqu'à présent. C'est la première fois qu'une grève scolaire dure aussi longtemps, et le soutien des parents et des enseignants est relativement plus large que lors des mobilisations de 1980, quand les écoliers métis avaient fait « leur Soweto » (2).

Ce genre de lutte ne va cependant pas sans contradictions. Le refus de principe de négocier avec une administration fantoche ne permet pas de déboucher immédiatement à ce boycott, mis à part un recul total du pouvoir. Étant donné que pour le moment cela n'est pas le cas, les écoliers sont amenés en fait à modifier leurs revendications pour donner à leur mouvement un objectif toujours plus lointain. Au départ, il s'agissait de réclamer la levée de l'état d'urgence appliqué dans une partie du pays. Par la suite, une dizaine de revendications abordaient surtout la question de la répression dans les écoles. Puis, ce fut toute l'école au rabais proposée aux non-Blancs qui fut remise en ques-

tion. Enfin, notamment par l'entremise des jeunes sympathisants du Front démocratique uni (UDF), une partie du mouvement s'exprime dorénavant par le slogan « Pas d'éducation sans libération ! » (3)

Ce mouvement des écoliers a du mal à s'organiser et à trouver un second souffle. L'absence de propositions concrètes pour l'organisation permanente des jeunes pourrait même éventuellement aboutir à une démoralisation des grévistes (4). La faiblesse du syndicalisme enseignant, l'hésitation des parents en cette période d'examen et les divergences politiques ne facilitent pas la solution de ce problème. Certains expriment la crainte d'un certain gauchisme qu'ils trouvent chez les jeunes liés à l'UDF et qu'ils relient au mot d'ordre du Congrès national africain (ANC) de rendre le pays « ingouvernable ».

Le boycott scolaire s'est peu à peu traduit par des affrontements avec l'armée. Les jeunes, qui prennent pour cible tout véhicule ayant un rapport avec le système, occupent sporadiquement la rue où ils sont sauvagement réprimés. On compte déjà de nombreux morts et de très nombreux blessés. Le 15 octobre dernier, l'armée organisait une embuscade à Athlone et abattait froidement quatre jeunes à bout portant.

L'autre forme de lutte en cours est celle du boycott des commerces tenus par les Blancs. Son succès est resté très inégal et dépend notamment des conditions objectives. Ce boycott est un succès là où les commerces des Blancs ne représentent que quelques points de vente dans des townships éloignés, entre autres dans les régions de Pietermaritzburg et d'East London. Mais il est par contre quasi inexistant dans la plus grande partie de la ville du Cap.

La pleine réussite de cette forme d'action requiert en effet un très haut niveau d'organisation qui n'est pas encore atteint. L'action menée a pourtant suffi pour que des associations de commerçants commencent à faire part de leurs craintes au gouvernement (5).

Enfin, la pression ouvrière et syndicale dans les entreprises reste très forte. De

Il est plus facile, aujourd'hui que par le passé, de se faire une opinion sur la situation concrète en Afrique du Sud, dans la mesure où le mouvement de masse a donné naissance à une presse militante variée. La grande presse libérale anglophone, pour sa part, a amélioré quelque peu son contenu et s'exprime même sur un ton plutôt militant pour défendre le point de vue de l'opposition bourgeoise au régime de Pieter Botha.

Tout cela nous permet d'apporter un certain nombre de précisions sur l'état de la conjoncture politique actuelle.

nombreuses grèves se sont déroulées au cours des mois de septembre et d'octobre, en particulier dans les usines de Volkswagen, Mercedes et Alfa Romeo. Selon le président de la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), un certain nombre de syndicalistes continuent à être menacés de mort. Des passeports sont aussi régulièrement refusés à ceux d'entre eux qui désirent se rendre à l'étranger pour favoriser la solidarité. Selon le même dirigeant syndical, « quand les représentants des travailleurs noirs veulent défendre directement leur point de vue, on leur refuse leur passeport. Cela soulève encore une fois la question des liens sinistres entre le gouvernement et les milieux d'affaires. On refuse des passeports à nos représentants à une audience de l'ONU, mais des industriels peuvent se rendre aux mêmes séances sans problème » (6).

L'OPINION LIBÉRALE MARQUE DES POINTS

L'événement le plus significatif de ces dernières semaines reste toutefois le changement en cours au sein d'une partie de la population blanche. Indéniablement, la peur occasionnée par les troubles de juillet et août derniers a modifié l'opinion politique d'un certain nombre de Blancs. Le traumatisme touche essentiellement la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie, mais pas le salariat blanc. Ce qui est également nouveau, c'est que cette

1. Le vote pour ces institutions-croupions a été massivement boycotté par les intéressés en 1984. Sur les réformes constitutionnelles de Botha, cf. *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983.

2. Cf. *Inprecor* numéro 80 du 26 juin 1980.

3. *Cap Herald*, 12 octobre 1985.

4. Dans les townships africains, la situation de désorganisation et de tension est telle qu'il y a souvent un boycott de fait des écoles, mais qui ne prend pas la forme d'une lutte organisée. La répression a frappé le boycott scolaire. Une centaine de militants anti-apartheid de différentes organisations ont été arrêtés.

5. *Sunday Times*, 13 octobre 1985.

6. *Financial Mail*, 27 octobre 1985.

évolution s'effectue aussi parmi certains milieux afrikaaners et non plus, comme précédemment, parmi les seuls anglophones. Il faut cependant se garder de toute exagération du phénomène.

Toutefois, le réformisme militant bat son plein. Assez souvent teinté de christianisme, il exprime fondamentalement la peur de l'affrontement. De multiples organisations ont vu le jour, comme les Femmes pour la paix ou Laissez parler l'Afrique du Sud, et font campagne pour que les Sud-africains apprennent à se connaître et à se parler. Toutes se font les avocates de réformes rapides et substantielles. L'apartheid est considéré comme une bombe à retardement qu'il faut désamorcer au plus vite.

Cette évolution n'aurait pu se faire jour si l'opposition libérale et la presse qui lui est favorable n'avaient pas mené, depuis assez longtemps déjà, une campagne des plus énergiques sur ces thèmes. Chaque jour qui passe, les grands journaux anglophones martèlent leur opposition au gouvernement Botha et affirment la nécessité de revoir l'ensemble de la Constitution et de la vie publique. Propos significatifs parmi bien d'autres, le *Financial Mail* du 11 octobre dernier s'exprimait en ces termes : « *Derrière tout le jargon et toutes les bêtises émanant des nationalistes, il y a actuellement une crainte profonde, celle de voir la tribu afrikaaner perdre le pouvoir. Et, en conséquence, il semble exister une espèce d'aberrante vision apocalyptique d'Afrikaaners qui seraient dispersés dans leur propre diaspora et dont la langue serait méprisée et la culture vilipendée. N'importe quoi serait semble-t-il préférable à cela : une monnaie de singe, une économie contrôlée, le désinvestissement, le non paiement de la dette, la pauvreté et la faim, des mères et leurs enfants soumis par le fouet, la guerre dans des pays lointains.* » Ce sont des journalistes de la grande finance qui s'expriment dorénavant ainsi.

Mais qui sont ces libéraux qui se prononcent avec autant de fermeté contre l'apartheid ? Le principal parti qui les représente est le Parti fédéral progressiste (PFP), considéré de longue date comme une formation liée aux milieux financiers et au patronat anglophone d'Afrique du Sud, comme par exemple celui de l'Anglo-American Corporation. Dans ce pays, le capital est très fortement concentré. Une demi-douzaine de groupes contrôlent l'immense et richissime industrie minière et six compagnies contrôlent le secteur financier. L'Anglo-American Corporation dirige les cinq premières compagnies minières et détient à elle seule soit la majorité soit une minorité conséquente des actions des cinq premiers trusts industriels. En 1976, cette multinationale sud-africaine possédait 250 compagnies qui commerçaient dans 22 pays différents. Son capital était mêlé à celui de 73 grandes banques et industries étrangères (7).

On ne peut donc en aucun cas prétendre que les libéraux sud-africains représentent un courant capitaliste marginal ou encore qu'ils forment une fraction bour-

geoise « nationaliste » peu liée à l'impérialisme. C'est peut-être ce qui rend encore plus spectaculaires leurs actes politiques, comme celui d'entamer unilatéralement des discussions avec l'ANC.

LES LIBÉRAUX RENCONTRENT L'ANC

Le 13 septembre dernier, une délégation d'hommes d'affaire s'est rendue en Zambie pour rencontrer la direction de l'ANC. Elle était composée de représentants de l'Anglo-American Corporation, de l'Association des chambres de commerce (ASSOCOM), de l'Afrikaanse Handelsinstituut, de la South African Foundation, du Groupe Barlow et de la banque Barclays. D'autres contacts s'étaient déjà établis plus discrètement et il a été confirmé, dans le *Cape Times* du 9 septembre 1985, que depuis un an des discussions avaient lieu à Londres entre l'ANC et la South African Foundation. Cette première rencontre officielle avait au moins comme objet de montrer de manière spectaculaire que le gouvernement de Pieter Botha n'était plus respecté. Les patrons et l'ANC discutèrent donc de la démocratisation de l'Afrique du Sud. Bien trop naïf pour être honnête, l'un des membres de la délégation, Tony Bloom, patron de Premier Milling, expliqua par la suite au public sud-africain : « *J'ai été frappé par l'absence du jargon et du dogme marxiste-léninistes traditionnels. Même dans la discussion sur la nationalisation de l'industrie, les concepts utilisés auraient pu très facilement être intégrés dans un cadre socialiste plutôt que marxiste. J'ai trouvé curieux qu'ils se réfèrent à l'exemple suédois comme modèle plutôt qu'à ceux de l'URSS ou des pays du bloc de l'Est.* » (8) Voilà donc un Tony Bloom, qui était loin de faire partie du patronat réformiste dans un passé récent, et qui se découvre soudain une compassion pour ceux qu'il considérait voilà peu comme des terroristes à abattre.

Toutefois, le patronat ne semble pas vouloir aller plus loin dans la négociation pour le moment. Prudent et manœuvrier par nature, il préfère laisser l'appareil politique agir, au risque que cela prenne parfois l'allure de campagnes électorales prématurées. C'est en tout cas Van Zyl Slabbert, leader du PFP, qui mena la délégation de son parti à Lusaka, en Zambie, le 12 octobre 1985, pour rencontrer à son tour l'ANC. A son retour, il annonça que, selon lui et malgré les divergences, « *une solution négociée à notre problème reste toujours possible* » (9). Le communiqué commun précisait que « *les deux groupes partagent le besoin urgent de démanteler l'apartheid et d'établir une Afrique du Sud non raciale et démocratique* ». Il n'est pas certain que Slabbert fasse l'unanimité dans son parti, comme le montrent les nuances dans les déclarations successives des dirigeants du PFP. Mais l'opération de Slabbert vaut au moins par le fait qu'elle découpe franchement la classe dirigeante. L'éditorialiste du *Business Day* de Johannesburg, du 17 octobre 1985, explique à ce propos que « *la vieille sup-*

position suivant laquelle les nationalistes (du Parti national du président de la République Pieter Botha, ndlr.) seraient imbattables aux élections blanches ne tient plus. (...) A sa place, il y a de bonnes chances pour que les prochaines élections voient les Blancs divisés en trois et que le moment opportun prévu depuis longtemps par Slabbert devienne une réalité ».

A peine la délégation du PFP était-elle rentrée de Lusaka que la presse annonçait à grands titres que des étudiants afrikaaners de l'université de Stellenbosch, au nord du Cap, avaient eux aussi décidé d'envoyer à Lusaka une délégation pour rencontrer l'organisation de jeunes de l'ANC. Le coup était rude pour les tenants du « Herren Volk » (race des seigneurs), qui voyaient certains de leurs rejetons se mettre à vouloir discuter avec des représentants noirs d'un mouvement « terroriste », de surcroît « communiste ». Finalement, le gouvernement décida de leur interdire la sortie du territoire et confisqua leurs passeports, attitude parfaitement insignifiante en regard de la profondeur des débats politiques qui traversent toute la classe dirigeante. Le 23 octobre dernier, c'était au tour de l'Eglise méthodiste d'Afrique du Sud de lancer une attaque contre le service militaire et de se dire favorable aux discussions avec l'ANC, en déclarant : « *L'Évangile nous apprend à aimer nos ennemis. Comment pouvez-vous aimer votre ennemi si vous n'avez même pas envie de lui parler ?* »

Les divergences qui sont apparues publiquement entre l'ANC et les libéraux, à la suite de ces deux réunions, ont essentiellement porté sur la forme institutionnelle à donner au futur démantèlement de l'apartheid. Le PFP se fait l'avocat de la convocation d'une vaste Convention nationale où se retrouveraient, entre autres, le gouvernement et l'ANC. Ce dernier s'est déclaré opposé à cette initiative. Le communiqué commun du 12 octobre 1985 explique que les deux parties diffèrent sur le principe d'une Convention nationale, en précisant que « *l'ANC ne considère pas qu'il existe un climat pouvant conduire à une solution négociée de la crise* » (10). Le secrétaire à l'Information de l'ANC devait un peu plus tard préciser que, malgré son refus sur cette question, son organisation estimait que « *tout le monde, toutes les organisations devaient participer au processus démocratique qui mettra fin à l'apartheid* ». Il devait aussi préciser que « *l'ANC reconnaissait que le PFP représentait une composante très importante et significative de la société* » (11).

La vieille idée de la Convention nationale convenait à l'ANC dans les années 1950. De longue date elle était un point

7. *Anglo American and the Rise of Modern South Africa*, Duncan Innes, Ravan Press, Johannesburg, 1984.

8. *Weekend Post*, Port Elizabeth, 19 octobre 1985.

9. *Cape Times*, 14 octobre 1985.

10. *Idem*.

11. *Cape Times*, 15 octobre 1985.



Grève ouvrière en Afrique du Sud. (DR)

de divergence dans le mouvement politique sud-africain. La démocratie la plus élémentaire peut-elle en effet se négocier, entre opprimés et oppresseurs ? Comment peut-on négocier autre chose que la convocation sans conditions d'élections libres sur la base du suffrage universel pour la mise en place d'une sorte d'Assemblée constituante ? Tels étaient les termes du débat. La vieille ligne de l'ANC sur cette question, dans les années 1950, était en rapport avec son idée d'une démocratisation du régime de l'apartheid par le haut. Aux élections « blanches » de 1958 par exemple, l'ANC s'adressait à cet électorat avec le mot d'ordre « Rejetez les nationalistes ! » Ce qui équivalait en fait à soutenir un gouvernement blanc de l'United Party, l'ancêtre du PFP, contre le Parti national.

Le brutal changement de situation politique a donc remis à l'ordre du jour la question des formes que pourrait prendre la démocratisation du système. Il est facile de comprendre pourquoi les libéraux sont favorables à une Convention nationale. Celle-ci permettrait de mettre en scène toutes les composantes politiques et ethniques nées de la ségrégation raciale. L'opération permettrait ainsi de s'appuyer sur les partis politiques collaborateurs, sur les « gouvernements » desbantoustans, sur les multiples représentants de toutes les « races » et « ethnies » définies par le régime, pour aboutir à un projet constitutionnel qui, ainsi, aurait toutes les chances d'être très fédératif et de laisser en place certains mécanismes du développement inégal entre les « races ».

Le leader du PFP, Slabbert, a déjà

expliqué qu'il fallait l'établissement d'une sorte de suffrage universel, mais pas suivant le principe « Une personne, une voix », notamment parce qu'il restait partisan d'une sorte de droit de veto pour les Blancs sur certaines questions. Ce simple fait montre que la disparition de toute classification raciale dans la société sud-africaine n'est pas réellement envisageable par la classe dirigeante (12).

L'ANC s'est donc déclaré opposé à une Convention nationale. Il est encore difficile d'apprécier les raisons exactes de sa position. Sans doute considère-t-il que le rapport des forces est insuffisant et que ses propres forces organisées à l'intérieur du pays sont trop limitées pour affronter une telle échéance. Aux Bahamas, à la fin de la réunion du Commonwealth qui avait débattu de la question sud-africaine, un représentant de l'ANC expliqua que son mouvement n'était pas prêt à accepter des négociations et à arrêter la lutte armée tant que l'ANC était interdit, que Nelson Mandela et les autres prisonniers politiques n'étaient pas amnistiés, que l'apartheid n'était pas démantelé et que l'état de siège n'était pas levé (13). En réalité, cette longue liste d'exigences permet d'y voir un peu plus clair quant au contenu des négociations entre les libéraux et l'ANC.

NÉGOCIER L'APRES-BOTHA

Il peut paraître un peu surprenant que le grand capital sud-africain se soit engagé de la sorte dans des discussions publiques avec ceux qu'il a toujours plus ou moins considéré comme de dangereux ré-

volutionnaires. Le mouvement de masse a certes montré son impatience durant ces derniers mois, mais personne ne pense qu'une situation révolutionnaire se soit déjà ouverte en Afrique du Sud. Le mouvement de masse est très loin d'être solidement organisé, et il est pour cette raison sans perspectives immédiates pour une réelle offensive révolutionnaire. La classe dirigeante a de quoi être très préoccupée pour l'avenir, mais elle n'est pas acculée à devoir négocier sa survie dans l'immédiat. Ces discussions ont donc un autre but.

Le PFP et une partie du patronat veulent préparer un après-Botha qui puisse prendre la forme d'une quelconque coalition gouvernementale regroupant des éléments réformistes du Parti national et des membres du PFP par exemple. Quelle que soit l'option gouvernementale du mouvement, il faudra disposer d'un interlocuteur valable et responsable qui sache être suffisamment crédible pour représenter et contrôler le mouvement de masse des opprimés.

Cette conception n'est pas récente dans l'esprit de certains dirigeants libéraux. Et, de ce fait, il ne faut donc pas

12. Cf. Van Zyl Slabbert et David Welsh, *Strategies For Sharing Power*, Editions David Philipp, Cape Town, 1981. « Le suffrage universel, peut-on lire dans ce livre, doit être distingué du "gouvernement de la majorité". (...) La logique de cette conclusion est qu'un système politique démocratique en Afrique du Sud doit comporter un veto minoritaire sur le processus législatif. (...) L'objectif principal du veto minoritaire est d'imposer des négociations et des concessions entre les intéressés. » (pages 152 et 153.)

13. *Cape Times*, 22 octobre 1985.

sous-estimer la fonction des négociations en cours. Il n'y aura évidemment pas de démantèlement à froid de l'apartheid, mais il est dorénavant envisageable qu'à l'occasion d'une crise gouvernementale ou de la formation d'une nouvelle coalition au pouvoir, l'ANC soit autorisé, sous une forme ou sous une autre, à exister légalement et que sa direction en exil puisse revenir en Afrique du Sud.

Ce tournant permettrait immédiatement de renforcer considérablement l'ANC, qui pourrait alors capitaliser son audience et devenir un parti de masse. Quelle que soit la force organisée réelle dont dispose l'ANC aujourd'hui, cet événement serait vécu par le mouvement de masse comme une victoire. Et, dans de telles conditions, le nouveau gouvernement sud-africain serait éventuellement capable d'établir un dialogue serein avec l'ANC sur l'évolution institutionnelle, sans avoir à craindre la confusion et les risques d'une montée incontrôlée du mouvement de masse.

Il est évidemment impossible de prévoir si cette tactique des libéraux a une chance de se réaliser. L'ANC, en tout cas, n'a aucune raison de ne pas profiter de l'offre. Ses rencontres avec le PFP ont permis d'isoler le gouvernement Botha. Et l'appel que ce mouvement adresse maintenant pour que lui soit reconnue une sorte de légalisation fait écho aux propos de l'opposition libérale blanche. Selon *Argus* du 23 octobre dernier, un représentant de l'ANC aurait déclaré de manière informelle au secrétaire général du Commonwealth que son organisation était prête à suspendre la lutte armée si Botha était d'accord pour négocier avec les leaders noirs. Il faut donc s'attendre, dans la période à venir, à de possibles changements très importants dans la vie politique sud-africaine. Mais cela ne présume pas de ce que pourra être la réaction du mouvement populaire.

UNE AFRIQUE DU SUD DÉMOCRATIQUE ET NON RACIALE

Le démantèlement de l'apartheid est donc aujourd'hui le thème central de tous les débats politiques. La très puissante Association des chambres de commerce (ASSOCOM), réunie au Cap, s'en est prise à la timidité du gouvernement en matière de réformes et réclame l'abrogation de la loi sur les zones de résidence préférentielles (Group Area Act), de la loi sur le contrôle des déplacements (Influx Control), et de toutes les lois discriminatoires. Selon un de ses dirigeants, « la réforme ne doit pas avoir pour but d'améliorer les lois discriminatoires, elle doit les abolir. Nous ne pouvons plus bricoler avec l'apartheid, nous devons le démanteler maintenant » (14).

Mais quel régime politique pourrait accomplir une pareille tâche ? Selon le patronat, il semble que ce puisse être tout bonnement un gouvernement du PFP. C'est aller un peu vite en besogne. Que serait en effet une Afrique du Sud démocratique et non raciale ? Ce serait un pays où plus aucune loi, aucun règlement et aucun

Des patrons condamnent l'apartheid

Le 27 septembre 1985, quatre-vingt-dix des plus grands noms du monde des affaires et de la haute finance appartenant à la bourgeoisie anglophone d'Afrique du Sud signaient un document réclamant la fin de l'apartheid. Leur document expliquait notamment : « Nous croyons que le processus de réformes doit être accéléré par l'abolition de la discrimination raciale statutaire partout où elle existe ; par des négociations avec des dirigeants noirs reconnus sur le partage du pouvoir ; par l'octroi de la pleine citoyenneté sud-africaine à toutes les personnes ; (...) nous croyons qu'il existe une meilleure voie pour l'Afrique du Sud et nous soutenons l'égalité de chances, le respect de l'individu, la liberté d'entreprendre et la liberté de se déplacer. »

Raymond Ackerman, leur porte-parole, devait préciser que leur acte visait à montrer, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, que le secteur privé voulait favoriser le changement. Il expliqua qu'ils étaient tout autant opposés à la misère et au chômage qu'au boycott de l'Afrique du Sud et au désinvestissement. Il ajoutait enfin : « Nous ne réclamons pas le "Un homme, une voix" ; nous exhortons le gouvernement à négocier un partage du pouvoir. » (*Cape Times*, 28 septembre 1985).

Le secteur privé afrikaan n'a pas signé le document. L'évêque Desmond Tutu et le chef du Kwa Zulu, Buthelezi, ont soutenu ce document. Parmi les signataires, on note les patrons de la Nedbank, de Toyota, de la banque Barclays, de l'Anglo-American Corporation (dont H. F. Oppenheimer), de IBM, de Rank Xerox, de Caltex, de Kodak, de BMW, de Control Data, de Coca-Cola, du groupe de presse Argus, de Colgate, de Volkswagen, de General Motors, etc. ■

mécanisme économique ne seraient explicitement ou implicitement établis sur la base de distinctions raciales ou ethniques, un pays où les travailleurs pourraient se faire embaucher pour n'importe quel emploi sans discrimination et quelle que soit la couleur de leur peau. Il faudrait que tous et toutes puissent avoir droit à la même qualification et, ce faisant, au même salaire. Il faudrait que les jeunes puissent accéder à la même éducation sans que l'inégalité des revenus soit une forme de ségrégation. Il faudrait que chacun puisse habiter ou se porter acquéreur d'une maison dans n'importe quelle partie du territoire, ce qui signifie que les prix de la terre et des terrains urbains ne devront plus être exagérément inégaux et permettre une discrimination de fait. Les services publics et les prestations sociales devraient être équivalents pour tous. Les pauvres des campagnes et une partie des chômeurs des villes devraient pouvoir acheter de la terre et vivre de sa culture. Les bantoustans actuels devraient être démantelés et leurs administrations fantoches ainsi que leurs forces de répression devraient être liquidées. Il faudrait qu'il y ait l'application du suffrage universel sur la base du principe « Une personne, une voix », la convocation d'une Assemblée constituante, la liberté totale d'association et d'expression, la réforme radicale de l'enseignement. Sans oublier l'indépendance de la Namibie, toujours occupée par Pretoria, et l'arrêt des opérations d'agression militaire contre l'Angola.

Ces messieurs de l'ASSOCOM, du PFP et de l'Anglo-American Corporation sont-ils prêts à assumer cela ? Evidemment pas. La nature sociale de l'apartheid les en empêche ; elle est la forme qu'a pris la domination capitaliste dans ce pays. Les évolutions du capitalisme sud-africain depuis un quart de siècle — entre autres sa concentration monopolistique — ont sans doute profondément changé ses besoins. Mais le système de l'apartheid ne date pas seulement de 1948, lorsque le Parti national est arrivé au pouvoir.

Tout le système trouve ses origines dans un siècle de domination coloniale, de ségrégation raciale et d'utilisation d'une main-d'œuvre semi-servile. Une telle société a fort peu de moyens pour s'auto-réformer.

L'établissement d'une Afrique du Sud réellement démocratique et non raciale ne pourrait être que le résultat de l'action d'une autre classe sociale et le produit d'un autre type d'Etat. C'est dire que seul le prolétariat, au sens large du terme, en établissant son propre pouvoir d'Etat, pourrait accomplir cette tâche aux multiples dimensions.

Et c'est pour la même raison que les libéraux devront, en dernière instance, passer un compromis avec l'autre fraction de la classe dirigeante, celle qui reste fidèle aux idéaux de la ségrégation. Quel que puisse être le contenu d'un éventuel accord politique entre les libéraux et des représentants du mouvement des opprimés, le grand capital devra déterminer l'ensemble de sa politique en prenant en compte les intérêts globaux du système capitaliste en Afrique du Sud. Le compromis décisif ne sera donc jamais réalisé entre le PFP et l'ANC, mais entre le PFP et le Parti national. C'est pourquoi les rodomontades actuelles de l'opposition bourgeoise en faveur d'une Afrique du Sud non raciale font une bonne place à la démagogie. Les négociations parallèles qu'elle mène avec Buthelezi, dirigeant de l'Inkatha, en sont une autre preuve.

L'OPPOSITION BOURGEOISE CONSERVE DEUX FERS AU FEU

Slabbert, qui se montre décidément très actif ces temps-ci, a en effet aussi organisé une sorte de mini-convention nationale réunissant, entre autres, Gatsha Buthelezi, chef du bantoustan Kwa Zulu et de l'Inkatha. Cette rencontre, qui s'est tenue en septembre, a été dénoncée par toutes les composantes politiques du

mouvement de masse anti-apartheid. L'ANC n'a pas manqué de rappeler ultérieurement, au cours des discussions de Lusaka, en octobre, qu'il considérait Buthelezi comme un simple agent du pouvoir. Selon Slabbert, cette convention devrait réunir, dans un second temps, en plus du PFP et de l'Inkatha, l'UDF, les Eglises, les représentants du commerce et de l'industrie et les mouvements de jeunes (15).

Il est intéressant de constater, à cet égard, ce que sont les contradictions du patronat. Le bantoustan Kwa Zulu est formé de plusieurs enclaves séparées au cœur du Natal, dont certaines s'étendent jusqu'aux portes de Durban. Ni les affairistes zoulous de l'Inkatha ni le patronat du Natal ne sont prêts à renoncer à la perspective d'une véritable intégration économique régionale et s'opposent aux pesanteurs du système économique ségrégué. En 1983, la commission Buthelezi, qui comprenait un certain nombre de libéraux blancs, avait même présenté un programme en la matière. Or, ce sont en partie les mêmes personnes que l'on retrouve à la convention nationale organisée par Slabbert, à laquelle l'évêque Desmond Tutu envoya un message de sympathie (16).

Buthelezi a établi, grâce au soutien du gouvernement central, un pouvoir considérable sur une grande partie de la population zoulou. Son parti, l'Inkatha, n'a rien à envier aux partis uniques d'Afrique noire. Les écoles qui sont sous sa juridiction entretiennent un embrigadement permanent de la jeunesse. Des groupes de militants intimident régulièrement la population. Celle-ci sait par avance que l'obtention d'un emploi administratif nécessite d'adhérer à l'Inkatha. Aucun militant de l'UDF et aucun syndicaliste n'est dorénavant en sécurité dans le Natal, et Buthelezi s'acharne contre tout le mouvement progressiste. Les heurts avec la communauté indienne en août ont été en partie organisés par lui pour faire diversion. Enfin, ses miliciens, les Impies, sont connus pour avoir des liens avec la police politique du régime de Pretoria.

Cela montre assez bien le contenu du grand accord national que recherche l'opposition blanche. Elle n'a bien entendu pas très envie d'entretenir à ses côtés une sorte de pseudo République bananière, mais elle doit utiliser aussi ce genre de carte pour assurer l'audacieuse manœuvre qu'elle entreprend sur tous les fronts.

L'existence de l'Inkatha est maintenant un grave problème pour le mouvement de masse. Selon un récent sondage, Buthelezi obtient 34 % des faveurs de la population zoulou, contre 19 % à l'ANC, 8 % à l'évêque Tutu et 10 % à l'UDF. Ce soutien est encore plus prononcé dans les zones rurales du Kwa Zulu (17). Buthelezi vient d'effectuer un voyage en Europe, notamment en Suisse, pour rencontrer des banquiers, et il déclarait voilà peu : « Je suis moi-même arrivé à la conclusion que malgré ses défauts le système capitaliste de libre entreprise est le meilleur système économique que l'homme ait jamais



Ghetto noir au pays de l'apartheid. (DR)

conçu » (18). En réalité, Buthelezi, Slabbert et les autres sont maintenant très préoccupés par la crise de ce système capitaliste.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE TRES PROFONDE

L'Afrique du Sud est entrée dans une récession d'une très grande gravité. Avant même que la crise politique en ait accentué les effets, celle-ci avait déjà profondément affecté le pays.

L'or constitue à la fois le baromètre de l'économie du pays et sa principale ressource financière. C'est la première exportation de l'Etat sud-africain. Après le boom du prix de l'or, en 1979-1980, celui-ci a maintenant sérieusement chuté. Du fait de la surévaluation du dollar américain, l'or a par ailleurs cessé d'être la valeur-refuge traditionnelle et a cédé une part de son rôle à la spéculation. En 1982, le pays a fait appel au Fonds monétaire international (FMI). Une nette reprise s'est produite en 1983 avant que ne commence la chute libre. Le rand, qui valait 1,09 dollar américain en 1982, vaut actuellement moins de 0,4 dollar. Selon le *Financial Mail* du mois d'octobre, 80 % des importations sud-africaines sont considérées comme essentielles et largement facturées en dollars. Malgré une balance commerciale largement positive, la balance des paiements est au plus mal et le pays s'est trouvé dans l'obligation d'interrompre le paiement de sa dette jusqu'à décembre prochain.

Les effets inflationnistes de la chute du rand sont considérables. Les prix des biens importés, essentiellement des machines, de la technologie et des produits semi-finis ont quasiment doublé. En mai de cette année, les usines fonctionnaient à 84 % de leur capacité dans un pays où certaines branches de l'industrie travaillaient 24 heures sur 24. Le chômage atteint 35 % de la population noire (55 % à East London) et commence à affecter certaines couches du salariat blanc. Les effets de l'apartheid, en termes de limitation du marché intérieur, sont donc accentués. Le *Financial Mail* du 27 septembre n'hésitait pas à titrer, à propos de l'industrie automobile : « Une industrie à l'agonie ! » Au cours des 18 derniers mois, cette branche d'activité a perdu 33 000 emplois. Ford a fermé deux de ses entreprises à Uitenhagen. Alors que le marché pour la clientèle blanche s'établit à 450 véhicules pour 1 000 habitants, celui de la clientèle noire est de 40 véhicules pour 1 000 habitants. La dégradation du pouvoir d'achat va donc encore approfondir cette contradiction issue de l'étriqueté du marché intérieur, produit de l'apartheid. La nouvelle politique économique du gouvernement, qui cherche une petite reprise pour attirer de nouveau les capitaux, va provoquer le maintien voir le dépassement de l'inflation actuelle, qui est de 16 % l'an.

15. *Cape Times*, 26 août 1985.

16. *Financial Mail*, 27 septembre 1985.

17. *Weekly Mail*, 11 octobre 1985.

18. *Weekly Mail*, 11 octobre 1985.



Il est très intéressant de lier l'état actuel de la situation économique à l'attitude de l'opposition libérale. En 1983, à la veille du référendum pour les changements constitutionnels, les rapports entre Pieter Botha et le patronat étaient au mieux. L'économie connaissait alors une bonne conjoncture, aidée en cela par des augmentations de salaire importantes dans les services publics et par un allègement des charges fiscales. A cette époque, l'opposition était moins véhémente en ce qui concerne l'apartheid, et le PFP appelait à voter « oui » au référendum de Botha. Les multinationales, de leur côté, conservaient leur optimisme. En 1982, un grand nombre d'entre elles accrurent leurs activités en Afrique du Sud. Hoechst (chimie) et Siemens (électronique) ont ainsi permis le doublement des investissements directs allemands par rapport à 1981. A cette même période, les joint-ventures entre firmes étrangères et sud-africaines se sont multipliés (19).

Les choses ont bien changé depuis, et la situation politique a aggravé le mouvement de repli des capitaux commencé à la fin de 1984. Selon le *Business Week* du 30 juin 1985, il y avait déjà eu, durant les six premiers mois de l'année, une baisse des investissements d'un montant de 4,8 milliards de rands de la part du secteur privé. La dette actuelle du pays se monterait à plus de 22 milliards de dollars, tandis que la dette à court terme est de 14 milliards de dollars (20).

Le temps est donc venu, pour l'opposition et le patronat, de lier la démocrati-

sation du pays aux questions d'élargissement du marché, sans discrimination de type racial ou géographique dans l'établissement des zones industrielles et commerciales. La chambre de commerce de Port Elizabeth a ainsi adopté une motion dans laquelle elle réclame des réformes, des négociations avec les dirigeants noirs et la possibilité pour le secteur privé de jouer le rôle de médiateur. Son dirigeant, Denis Creighton, après avoir vanté les vertus d'un marché sans contraintes raciales, explique : « Dans le milieu des affaires, nous avons une expérience positive de travail en commun sur une base d'égalité et, par conséquent, nous avons développé une certaine capacité pour traiter avec les gens de façon équitable. » (21)

Une fraction de l'impérialisme partage aussi cette conception de la manière dont pourraient se résoudre simultanément la crise économique et la crise politique. Un porte-parole du département d'Etat américain — faisant référence à la création récente du conseil des entreprises américaines sur l'Afrique du Sud — expliquait dernièrement que « la démarche du marché libre constitue après tout l'adversaire naturel de l'apartheid ou de tout système qui limite le libre déplacement de la force de travail et la vie politique. Le milieu des affaires en est conscient » (22). Ce conseil regroupe les principales compagnies nord-américaines, dont celles qui sont présentes en Afrique du Sud et qui œuvrent pour des réformes dans ce pays. On y trouve notamment la General Motors, IBM, Colgate, Mobil, Caltex, etc.

Dans de telles conditions, le gouvernement Botha n'est effectivement pas dans une position très favorable en ce moment.

L'ISOLEMENT DU GOUVERNEMENT BOTHA

Selon Botha, la situation devait s'améliorer grâce aux modifications constitutionnelles de 1984 et à la mise en place du conseil présidentiel comprenant des Métis et des Indiens. Il n'en a rien été et le boycott de masse aux élections aux chambres métisse et indienne a été le début de l'actuelle remobilisation populaire. Le système tri-caméral est un échec total et ne fonctionne d'ailleurs pas. Le 15 août dernier, Botha fit grand bruit au sujet d'un nouveau projet de réformes. Le discours, appelé « passage du Rubicon », fut insipide et la montagne accoucha d'une souris.

Au congrès de la branche du Cap du Parti national, il tenta de faire un pas supplémentaire en annonçant qu'il s'engageait « à poursuivre le principe d'une Afrique du Sud unie, avec une seule citoyenneté, un suffrage universel, mais dans le cadre des structures choisies par les Sud-africains ». L'opposition rejeta cela en expliquant qu'il s'agissait encore d'un projet qui ne rompait pas avec le « développement séparé ». Le *Financial Mail* du 4 octobre 1985 estimait pour sa part « qu'il y a peu de doute que Botha n'ait pas en tête de nouvelles structures constitutionnelles ».

Si l'appareil gouvernemental est divisé sur cette question, il l'est tout autant en ce qui concerne la politique étrangère régionale. L'armée mozambicaine a récemment mis la main sur des documents de la Résistance nationale mozambicaine (RNM), qui prouvent qu'en profitant des hésitations et des divergences au sein même du gouvernement sud-africain, l'armée sud-africaine mène toujours sa propre politique de soutien à ce mouvement de guérilla qui vise à déstabiliser le régime de Samora Machel. L'opposition a beau jeu d'expliquer qu'elle peut librement discuter avec l'ANC, dénoncé comme terroriste, quand le pouvoir annonce ouvertement son soutien à l'UNITA de Jonas Savimbi en Angola et à la RNM. L'Afrique du Sud est virtuellement en guerre depuis dix ans sur les fronts angolais, mozambicain et namibien. Le service militaire de deux ans place les jeunes blancs dans l'obligation de prendre des risques. Plusieurs milliers d'entre eux cherchent à échapper à la conscription.

Botha a fait quelques gestes, comme l'abrogation des lois interdisant les mariages et les relations sexuelles entre races différentes. Dorénavant, Blancs, Indiens et Métis peuvent se marier entre eux, mais

19. *South African Review*, Ravan Press, Johannesburg, 1983, page 162.

20. *Financial Mail*, 27 septembre 1985 et *Argus*, 23 octobre 1985.

21. *Weekend Post*, 19 octobre 1985.

22. *The Argus*, 22 octobre 1985.

le système est tellement absurde qu'il a ensuite fallu abroger les dispositions qui régissent les lieux de débit et de vente de boissons (Liquor Act), car, comme l'écrit le *Financial Mail* du 11 octobre 1985, si cela n'avait pas été fait, on aurait abouti « à interdire à des couples mariés légalement de boire un verre ensemble et, encore plus, de rester ensemble sans autorisation spéciale dans une même chambre de n'importe quel hôtel ». L'obscurantisme du racisme rend la situation ubuesque. En effet, Botha vient de rappeler qu'il n'était pas question de supprimer la loi qui décide des lieux d'habitation en fonction de la race (Group Area Act). Ainsi, tout le monde s'interroge maintenant pour savoir où les nouveaux couples « mixtes » pourront habiter. Le gouvernement n'a pas de réponse, mais voilà bien longtemps, fort heureusement, que la bureaucratie raciste a du mal à tout contrôler.

Botha a par contre affirmé qu'il ne voulait pas renoncer à la disposition qui réglemente les déplacements de la main-d'œuvre selon la race ou l'ethnie (Influx Control), et que les écoles devraient être distinctes, selon les races. Devant tant de résistance de la part du pouvoir afrikaan, l'éditorialiste du *Weekend Post* risque un pronostic, en écrivant que « dans les mois qui viennent, les échéances ne nous autorisant pas à parler en termes d'années, un gouvernement de coalition de crise pourrait bien être le seul moyen viable de diriger le pays dans sa douloureuse transition vers la pleine démocratie » (23). Tout cela n'empêche pourtant pas Botha de déclarer au journal américain *Wall Street Journal* : « Je pense qu'à un certain moment, il y a quelques mois, certains intérêts internationaux croyaient que cela deviendrait un nouvel Iran. (...) Mais cela n'arrivera pas. »

D'autres éléments doivent également entrer en ligne de compte pour apprécier la situation, notamment l'interférence des relations entre les Etats-Unis et l'URSS. La presse sud-africaine a souligné le fait que

Ronald Reagan a proposé à l'ONU de résoudre les conflits en cours en Afrique australe, en Asie et en Amérique centrale. L'*Argus* du 25 octobre 1985 note ainsi, qu'« esquissant un plan en trois points pour chaque région dont il avait parlé, il (Reagan) a appelé à des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ». Dans le même ordre d'idée, le *Cape Times* du 25 octobre 1985 évoque la politique de Margaret Thatcher en ces termes : « Bref, les Etats de première ligne, sous la direction du président Kenneth Kaunda, se sont mis d'accord pour amener l'ANC en échange de l'engagement de Mme Thatcher d'amener le gouvernement blanc minoritaire à la table des négociations. Il est tout à fait évident que Mme Thatcher n'aurait pas fait cela sans consulter le président Botha. » On est encore loin de cette éventualité, mais Botha tient cependant parfois des propos nouveaux et quelque peu prudents sur l'avenir, notamment lorsqu'il déclare : « Je veux souligner avec force que si l'ANC désire discuter avec nous, il doit déposer ses armes, mettre fin à son terrorisme, ne plus remplir les voitures de bombes. » C'est donc que dorénavant, parler avec l'ANC est une éventualité qui peut être envisagée par le régime.

L'ETAT DU MOUVEMENT DE MASSE

Mis à part le secteur syndical, qui avance vers la constitution d'une centrale unitaire, le reste du mouvement de masse n'a pas trouvé pour le moment un fonctionnement unitaire organique. Il reste très éclaté, fort peu organisé, et son développement inégal et fragmenté suit parfois les lignes de séparation que dicte l'apartheid. En l'absence d'un poids réel de la classe ouvrière organisée, toutes les couches et tous les secteurs qui peuvent entrer en lutte, veulent s'affirmer par eux-mêmes. Les scolaires du Cap, en ce moment, en sont le meilleur exemple et cela n'est pas sans risques de fuite en avant.

L'UDF dispose sans conteste possible d'une énorme audience dans les townships africains. Son influence est beaucoup plus faible dans les zones métisses et indiennes. Mais il a attiré dans ses rangs un certain nombre de Blancs démocrates, notamment des universitaires. A suivre les mouvements revendicatifs et les associations communautaires, il apparaît que l'UDF structure très faiblement sa base militante. Alors que les dirigeants religieux se sont fait particulièrement discrets ces derniers temps, l'ANC a sérieusement pris le contrôle de l'UDF. Pour le moment, il semble bien que les libéraux et le lobby américain ne puissent plus trouver en un personnage comme l'évêque Desmond Tutu un dirigeant capable de se faire réellement entendre des masses. L'ANC, qui avait annoncé en juin le renforcement de sa lutte armée, a pour l'heure cessé toutes ses opérations. Une partie du mouvement progressiste lui reproche par contre d'entretenir dans l'UDF des pressions gauchistes, irréalistes dans le rapport des forces actuel.

Le Forum national (NF) est plutôt en veilleuse, et cela correspond à l'actuelle crise de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), sa principale composante. Celle-ci, qui a refusé tout front unique et qui n'a pas soutenu la grève générale du Transvaal de novembre 1984, par sectarisme, paye aussi le fait qu'elle n'est ni un parti ni un mouvement large et ne trouve pas les moyens de fonctionner. Sa crise actuelle représente le dernier avatar de la crise du courant de la Conscience noire.

Enfin, principalement dans la province du Cap, interviennent toujours d'autres formes de regroupement, comme la Ligue d'action du Cap (Cape Action League, CAL) ou le Nouveau mouvement pour l'unité (New Unity Movement) (24). Mais de très nombreuses associations fonctionnent sans liens avec un quelconque regroupement. Des milliers de personnes sont disponibles pour l'action militante. Elles attendent un cadre organisationnel réel et l'offre d'une perspective politique concrète. Une grande partie de cette avant-garde large n'est pas organisée.

Le voyage d'Edward Kennedy en Afrique du Sud, qui avait été dénoncé et boycotté par le Forum national et quelques autres organisations, a très légèrement ébranlé par endroits la base de l'UDF, là où elle était, elle aussi, plutôt tentée par la dénonciation de cette opération. Dans certains townships de Port Elizabeth, d'East London et de Durban, la tension demeure entre, d'une part, l'UDF et, d'autre part, l'AZAPO ou la FOSATU (25). Les heurts ont déjà fait plusieurs morts.

Mais le principal événement des prochaines semaines sera sans doute la fonda-

L'armée dans les rues d'un township. (DR)



23. *Weekend Post*, 19 octobre 1985.

24. *People's Express*, septembre 1985 et octobre 1985. Le New Unity Movement a été constitué lors d'une conférence qui s'est déroulée au Cap en avril 1985 (cf. « Azania Frontline », bulletin du Comité de libération de l'Azanie, Londres, numéro 11, septembre 1985).

25. *Evening Post*, du 2 au 25 mai 1985.



Protestation de travailleurs migrants. (DR)

tion, le 30 novembre à Durban, d'une grande confédération syndicale unitaire. Cela constituera un événement de la plus grande importance pour l'histoire des ouvriers et des opprimés de ce pays. La nouvelle organisation comptera environ 500 000 membres à ses débuts. Son existence favorisera la syndicalisation dans de nouveaux secteurs et poussera à l'unification syndicale dans d'autres. Alors qu'apparaît un début de syndicalisme indépendant chez les enseignants du Cap et de Port Elizabeth, le syndicat de l'automobile NAWU, lié à la FOSATU, entreprend des discussions de fusion avec deux organisations qui ont quitté la centrale collaboratrice TUCSA (26).

Si les effets positifs de l'unité continuent à se manifester, la confédération pourrait compter près d'un million d'adhérents d'ici un an. Pour la première fois, les travailleurs noirs sud-africains auront un moyen d'expression en tant que classe et pourront agir de manière centralisée. L'opération en cours demeure cependant très fragile. Les deux principales organisations constitutives seront la FOSATU et le syndicat des mineurs (NUM). Beaucoup de choses dépendront des rapports à venir entre les dirigeants de ces deux organisations. Les syndicats doivent résoudre maintenant le problème de leur intervention dans les townships, où ils sont très peu présents, hormis dans quelques endroits du Transvaal et de l'est de la province du Cap, où un syndicat comme la FOSATU joue un rôle dominant en l'absence de l'UDF ou d'autres forces. Ils vont également devoir préciser leur rap-

port avec l'ANC. Il est en effet difficile pour les syndicats de laisser les patrons discuter avec ce mouvement et d'ignorer le problème. L'unification syndicale en cours confirme la faiblesse numérique et organisationnelle de syndicats comme le SAAWU et le GAWU, qui sont membres de l'UDF et proches de l'ANC. Mais la nouvelle confédération constituera d'une certaine manière un regroupement de positions politiques très différentes, et ce quelle que soit la représentativité des uns et des autres. A ses débuts, cette grande confédération n'évitera donc pas un certain nombre de débats généraux, stratégiques pour le mouvement ouvrier.

Les syndicats, comme le reste du mouvement de masse, sont particulièrement préoccupés par la faiblesse de la solidarité ouvrière à l'étranger. La grande grève de Sarmcol, entreprise à capitaux britanniques, à Pietermaritzburg, n'a reçu en Grande-Bretagne qu'un soutien timide et insuffisant, alors que jamais une grève n'avait été aussi importante en Afrique du Sud. C'est en réponse au licenciement de 1 000 ouvriers que le syndicat de la métallurgie de la FOSATU, le MAWU, engageait le conflit. Durant celui-ci, une grève générale organisée le 18 juillet sur toute la région, en soutien aux grévistes de Sarmcol, obtenait une totale réussite. C'était la première fois qu'une telle grève se tenait en solidarité avec une lutte dans une seule entreprise. Même des commerçants et des artisans fermèrent leurs petites entreprises. Un syndicat venait de montrer qu'on pouvait réunir toute la population autour d'une lutte ouvrière. Il

est donc regrettable que ce conflit ait eu peu de soutien réel en Grande-Bretagne.

La presse sud-africaine elle-même sait parfaitement se taire sur ce genre de confrontation. Elle a évidemment d'autres préoccupations et n'apprécie guère en ce moment de devoir montrer les contradictions qui surgissent des luttes de la classe ouvrière noire contre un patronat qui claironne partout qu'il est en faveur de la démocratie. Un syndicaliste de la métallurgie faisait remarquer à ce propos que « les médias d'Afrique du Sud semblaient avoir peur de rendre compte de cela. Malgré les comptes-rendus extensifs des audiences (à l'ONU à propos des conditions de travail dans les entreprises Sarmcol, Bata, Tidwell et Transvaal Alloys, ndlr.) et les communiqués de presse du MAWU, il y a eu très peu de reportages sur les témoignages des délégués des syndicats. Il n'y a pas eu non plus de comptes-rendus des engagements pris par des représentants des employeurs. Il semblerait que ce ne soit pas uniquement la télévision nationale (SABC) qui "protège" le public. » (27)

Au-delà de l'actuelle conjoncture, la lutte des opprimés en Afrique du Sud exige donc à la fois une très grande détermination et une très grande diversité d'action de la part des mouvements de solidarité. ■

Peter BLUMER,
le 26 octobre 1985.

26. Cape Times, 27 septembre 1985.
27. Financial Mail, 11 octobre 1985.

La lutte pour le droit à la terre

Interview d'un collaborateur du journal des Sans Terre

DÉPUIS son entrée en fonction au printemps dernier, le gouvernement de José Sarney orchestre une active propagande selon laquelle le Brésil avec ses 800 000 titres de propriété distribués à de petits agriculteurs depuis de nombreuses années aurait réalisé la plus importante réforme agraire au monde. Pour saisir la véritable situation de la question agraire dans ce pays, il faut laisser de côté ces proclamations et partir de la structure de la propriété foncière et du revenu agricole, ainsi que leur évolution au cours des vingt dernières années.

Le sens de cette évolution marque une nette accélération du processus de concentration de la terre. Les chiffres officiels montrent que 2 % des exploitations — celles qui s'étendent sur plus de 1 000 hectares — correspondent à 58,3 % des surfaces agricoles. A l'inverse, 83 % des exploitations — celles qui sont inférieures à 100 hectares — occupent 14 % des surfaces enregistrées. La concentration s'est encore aggravée depuis 1967 puisque cette année-là les latifundia correspondaient à 47 % des surfaces et les minifundia à 18 %. Si l'on détaille un peu ces données, l'on s'aperçoit que les propriétés de moins de 20 hectares qui représentaient en 1970 6,7 % de l'ensemble des surfaces agricoles n'en constituent plus que 4,5 % en 1984. Les propriétés dont la superficie est comprise entre 20 et 100 hectares sont passées quant à elles de 16,7 % de la surface agricole à 14 %. Mais dans le même temps les propriétés de plus de 100 hectares passeront de 76,6 % des surfaces agricoles à 81,5 %.

Aujourd'hui les propriétés de plus de 1 000 hectares que l'on peut considérer comme des latifundia occupent environ 170 millions d'hectares de terre. Les terres aux mains du gouvernement ou d'entreprises publiques représentent plus de 17 millions d'hectares. Les multinationales et quelques propriétaires étrangers accaparent à eux seuls plus de terre que le gouvernement lui-même, soit plus de 36 millions d'hectares, l'équivalent de la superficie des Etats d'Alagoas, Rio Grande do Norte, Sergipe et Sao Paulo mis bout à bout.

La distribution du revenu agricole signifie la misère la plus absolue pour la moitié des personnes vivant ou dépendant de la terre, et une extrême concentration de richesses pour ceux qui l'exploitent sans la travailler directement. En 1984, la moitié la plus pauvre de la population agricole ne recevait que les 11 % du revenu de la terre (contre 22,4 % en 1972), alors que les 10 % de propriétaires les plus riches accaparent 60 % du revenu agricole. Quant aux 1 % de riches propriétaires parmi les riches, ils s'octroient à eux seuls 35 % de l'ensemble du revenu agricole (contre 10,5 % en 1970).

Les processus de concentration de la terre et du revenu sont responsables de l'exode rural de millions de familles vers les villes, le salariat et le chômage chronique. La part des fermiers ou des propriétaires travaillant directement leur propre terre diminue dans la population active agricole tandis qu'augmente le nombre de salariés agricoles temporaires (comme les célèbres journaliers appelés boias-frias, ou bouffe-froide) et travailleurs migrants. La Centrale unique des travailleurs (CUT) estime qu'en 1984, le nombre de salariés agricoles permanents aura atteint les 3,1 millions de personnes et que celui des journaliers ou saisonniers aura dépassé les 5,5 millions. En outre, la CUT évalue en 1984 à plus de 5 millions de familles le nombre de foyers sans terre ; ce qui représente plus de 16 millions de personnes. Mais parallèlement l'on considère officiellement que les grands propriétaires laissent en friche 41 % des surfaces qui pourraient être exploitées. Le

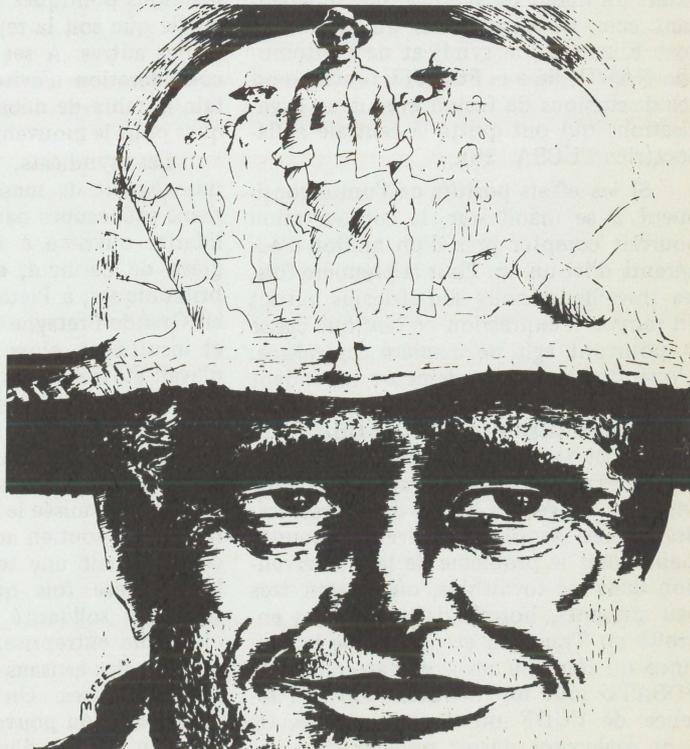
tableau que nous publions ci-après donne une idée de l'évolution en cours du monde rural au Brésil.

La confrontation de plus en plus violente entre les grands propriétaires et les petits propriétaires ou les occupants de terre prend souvent la forme de conflits armés. On a recensé plus de deux mille conflits pour la terre au cours des années 1970 surtout dans le Centre-Ouest, le Nord et le Nordeste. En 1983, 217 000 paysans ont été impliqués dans des conflits pour la terre portant sur 4 500 000 hectares.

	1975		1980	
	en nombre d'individus	en %	en nombre d'individus	en %
Agriculteurs avec leur famille	16 374 435	80,5 %	15 642 855	73,9 %
Salariés permanents	1 553 097	7,6 %	2 170 654	10,3 %
Salariés temporaires	1 696 865	8,3 %	2 767 880	13,1 %
Fermiers	561 336	2,8 %	493 143	2,3 %
Autres	159 959	0,8 %	89 203	0,4 %
Total	20 345 692		21 163 735	

« De tels conflits, note *Le Monde* du 29 mai dernier, sont de plus en plus sanglants : on a compté 180 morts en 1984, deux fois plus que l'année précédente. Pour la plupart, il s'agissait de travailleurs agricoles et de syndicalistes tués par

Dessin du journal des Sans Terre. (DR)



les milices privées des grands propriétaires terriens ». Et les chiffres connaissent une hausse brutale depuis le début de l'année en cours.

Devant l'énormité du problème, la réforme agraire annoncée le 27 mai dernier par le gouvernement Sarney apparaît comme une fragile soupape de sécurité. Il s'agit pour l'essentiel d'appliquer le statut de la terre, promulgué dès 1964 par la dictature militaire, mais depuis lors resté lettre morte. Dans plusieurs interventions, le président en a soigneusement délimité la portée. Il s'agit ainsi de répartir les terres non-productives sans pour autant toucher d'un centimètre aux terres cultivées quel qu'en soit leur propriétaire et la superficie ni aux biens des entreprises. Il n'est pas davantage question de revoir les priorités de la production agricole, bien que la production alimentaire ait beaucoup souffert de l'extension de la culture du soja ou de la canne.

« Il ne s'agit pas d'attaquer la propriété mais de la démocratiser » affirmait le président de la République José Sarney le 26 mai dernier. L'objectif officiellement proclamé serait de distribuer en quinze ans 480 millions d'hectares de terres et d'y installer 7 millions de paysans, sur la base de l'exploitation familiale. Il est déjà prévu que le démarrage se fera en douceur : il n'y aura pas plus de 100 000 bénéficiaires jusqu'à juillet 1986. Le chiffre de 1,4 millions de paysans « installés » est avancé pour la fin de la décennie. Voilà pour le projet sur le papier.

Face aux limites du contenu et du rythme de cette loi agraire, la CUT a pour sa part engagé une campagne d'agitation autour du thème : « la réforme agraire que nous voulons ». La plate-forme revendicative de cette campagne est la suivante :

« Lutte pour une réforme agraire radicale, massive et immédiate, sous le contrôle de l'ensemble des travailleurs et qui garantisse la satisfaction immédiate des revendications des paysans.

Daniel JEBRAC : — Comment est apparu le mouvement des sans-terre ?

Isaac AXCELTRUD : — Tu sais qu'on assiste au Brésil depuis la fin des années 1970 à une poussée du mouvement ouvrier pour conquérir et affirmer son indépendance de classe. Cette poussée s'exprime par la formation et les progrès constants de la Centrale unique des travailleurs (CUT), au détriment de l'autre organisation syndicale, Congrès de la classe travailleuse (Conclat), au sein de laquelle se retrouvent les secteurs bureaucratiques, anciens collaborateurs de la dictature, modérés et militants liés aux partis communistes. A la campagne, ce sont pour l'heure les Sans Terre qui expriment ce mouvement classiste.

Le mouvement des sans-terre est complexe. Il est apparu d'abord chez les Indiens du Rio Grande do Sul. Il faut savoir que les Indiens sont considérés comme des citoyens mineurs, soumis à une tutelle de l'Etat. Leurs terres au Rio Grande do Sul ont été envahies par des posseiros, des paysans qui occupent et cultivent des terres sans titres de propriété. Il était évidemment plus facile et moins risqué pour ces derniers de s'emparer de terres indiennes, que de se risquer sur les grandes propriétés des latifundistes. Ce phénomène a révélé aux Indiens leur propre droit à lutter pour la terre ; ils ont expulsé les posseiros. Posseiros et Indiens se sont alors trouvés dans une situation similaire.

Un autre facteur est ensuite intervenu. La construction des grandes centrales

La terre à qui la travaille et à qui en a besoin pour vivre.

Les terres qui doivent être revendiquées et conquises sont : les terres des multinationales, les terres des latifundia, les terres de l'Etat, les terres mal utilisées, les terres qui n'appartiennent pas à des agriculteurs.

L'accès à la terre passe par la mobilisation et la lutte.

Expropriation des terres qui n'appartiennent pas à des agriculteurs.

Partout les paysans doivent discuter de la façon de répartir la terre et de la travailler de manière individuelle ou sous diverses formes collectives.

Une fois conquise, personne n'est autorisé à la vendre. »

Cette mobilisation est aussi l'occasion d'approfondir les liens entre les paysans sans terre qui sont entrés en lutte et les travailleurs urbains. Ces liens peuvent être facilités par le fait que nombre de ces travailleurs urbains ayant fait récemment l'expérience des pratiques de lutte de la classe ouvrière sont en fait des personnes récemment déracinés des campagnes du fait de l'exode rural. La lutte des paysans sans terre a notamment donné lieu à des occupations et des formes d'auto-organisation paysannes communautaires comme les mutirao (communauté de base).

Les documents que nous reproduisons dans le dossier ci-après permettent une première appréciation de la question agraire dans ce pays. Nous publions tout d'abord ci-dessous une interview de Isaac Axelrud, collaborateur au journal *Sans Terre*, organe du mouvement des travailleurs ruraux sans terre, ainsi qu'au mensuel marxiste révolutionnaire *Em Tempo*. Dans cet entretien, Axelrud fait le point sur l'émergence du mouvement des paysans sans terre, sur l'état des mobilisations paysannes autour de cette question et sur les rapports qui s'établissent entre le mouvement des Sans Terre et le mouvement ouvrier, notamment avec la CUT. ■

hydroélectriques dans le Sud du pays a conduit au déplacement de nombreux paysans, tant au Paraguay qu'au Brésil. Il s'est formé un premier campement de paysans sans terre. L'Eglise est intervenue par le biais de ses communautés de base et de la Commission pastorale de la terre (CPT). Ce campement s'est converti en un centre d'agitation de portée nationale sur la question de la terre, avec la publication d'un journal du même nom, *Sans-Terre*, d'abord ronéoté et aujourd'hui imprimé sur 24 pages et vendu à près de 20 000 exemplaires.

Le mouvement s'est étendu sous forme de réunions au niveau municipal jusqu'à la tenue d'un premier congrès national en janvier 1985 qui a été appuyé par la Commission pastorale de la terre avec ses finances et ses structures. Par certaines de ses allures ce mouvement se rapproche d'un parti agraire. La forme de lutte typique est l'occupation de terres. On occupe et on organise le travail. Il y a à l'heure actuelle plus de 7 000 familles impliquées dans ces actions.

Pour ceux qui y participent, ces actions tirent leur légitimité d'un double argument. Il y a d'abord celui de la législation officielle, qui prévoit de « garantir la fonction sociale de la terre », c'est-à-dire la mise en valeur de terres non travaillées. L'autre argument est d'origine biblique : la terre est à tous. Dans les deux cas, il faut souligner au moins pour un large secteur d'avant-garde, que ce n'est pas la question de la propriété qui est soulevée, mais celle de la production, du droit au travail de la terre, dans un pays qui souffre

du chômage, du sous-emploi et de la faim à une échelle de masse.

Je dois cependant signaler une différence importante de mentalité entre le paysan du Nord et celui du Sud. Ce dernier serait plus apparenté, pour te donner une idée, au paysan européen. Surtout dans son rapport à la possession de la terre. Il vient d'une agriculture dont les techniques ont été importées par la colonisation européenne. Celui du Nord en revanche n'a jamais eu de terre. Il vient de régions de sécheresse et de monoculture de la canne. Il hait cette culture de la canne et l'agriculture d'exportation. Cette différence de mentalité comporte un risque de division du mouvement.

— L'exode rural accroît encore cette désagrégation de la production.

L'autre élément sérieux à prendre en compte, c'est que depuis l'adoption du statut de la terre en 1964, il y a eu sous la dictature militaire, une forte pénétration du capitalisme à la campagne, une sorte de solution à la prussienne, avec concentration et non pas fragmentation de la terre (1). Sont apparus de grands latifundia

1. Isaac Axelrud fait référence ici à la manière dont s'est déroulée la transformation capitaliste de la campagne en Prusse au 19ème siècle, c'est-à-dire essentiellement par la transformation des grandes propriétés féodales en grandes propriétés capitalistes, accompagnée de l'apparition d'un prolétariat agricole. Ce processus contraste avec le modèle français, où la destruction du féodalisme avait conduit à la fragmentation de la terre en une multitude de petites fermes.



"Assez de promesses, nous voulons la terre et la justice". (DR)

appartenant directement aux multinationales comme la Volkswagen ou aux grandes banques. De plus l'extension de la culture du soja et, dans les dernières années, le plan alcool (visant à remplacer l'essence par de l'alcool de canne, ndlr.) ont détruit l'agriculture de subsistance. L'offre d'aliments a donc baissé. C'est ce qui rend la revendication de réforme agraire populaire auprès des populations qui reprennent volontiers le slogan : « *le latifundium rend la marmite plus chère* ».

— Ici, la production a toujours été tournée vers le marché mondial, même à l'époque de la production esclavagiste. C'est d'ailleurs pourquoi il est stupide d'opposer un Brésil féodal à un Brésil capitaliste. Les modifications structurelles des vingt dernières années à la campagne sont aussi responsables du gonflement de la population urbaine, de la prolifération des favelas (bidonvilles, ndlr.), de la prostitution, de la misère, des crimes. Pour la bourgeoisie industrielle, cet exode rural massif a fourni une réserve de main-d'œuvre.

Mais avec la crise, il y a eu un essor de la lutte pour la terre. Ainsi ici, autour de Rio, avec le développement du chômage, il y a une quantité d'ouvriers d'origine paysanne qui veulent retourner à la terre. Ils ont travaillé en usine, ils ont participé à des grèves, comme celle de la Fiat. Ils ont donc connu des formes de lutte modernes qu'ils introduisent à la campagne, dans des circonstances nouvelles, dangereuses, où l'on court toujours le risque de « se réveiller la bouche pleine de fourmis », selon une formule populaire.

Rien que ces dernières semaines, on a recensé plus d'une quarantaine de militants paysans assassinés par les jagunços, les mercenaires des latifundistes. Et toutes les informations recueillies indiquent que ces derniers s'arment dans des proportions considérables.

— Comment s'établissent les rapports entre ces couches urbaines et les paysans ?

— A Rio, il existe une fédération des favelados (habitants des favelas) de l'Etat de Rio de Janeiro. Cette fédération est en train d'organiser un recensement des favelados d'origine paysanne qui sont candidats au retour à la terre. Il s'agit ainsi de jeter les bases sociales du mouvement des sans-terre dans les villes. Le mouvement a donc trois composantes, au Sud, au Nord et dans les villes.

L'autre question importante pour la force et l'unité du mouvement, c'est de maintenir la mobilisation et la solidarité chez les asentados, c'est-à-dire ceux qui ont pris possession de terres. Ils ont besoin de ciment pour construire leurs maisons, leurs écoles, leurs centres médicaux. Ils ont besoin d'engrais et d'instruments de culture. Certains peuvent commencer à s'enrichir un peu (c'est tout relatif) et à se désintéresser du reste du mouvement. Nous voulons faire en sorte qu'ils restent conscients de leur devoir de solidarité envers ceux qui n'ont pas encore obtenu de terres. Il y a pour cela plusieurs terrains de lutte pratique. Le petit producteur est en guerre permanente avec son créancier (les banques) à l'amont de la production et avec les trusts agro-alimentaires en aval.

On a un cas où ces petits paysans se sont organisés en coopérative. Ils ont découvert que le haricot était une production rentable et ils ont tout misé sur le haricot. Ils ont gagné de l'argent et tout réinvesti dans la culture du haricot jusqu'à ce qu'une chute des prix les conduise au bord de la faillite.

— Comment s'organisent les communautés paysannes en lutte ?

— Il existe des tentatives pour organiser les communautés paysannes qui occupent les terres dans une perspective de mobilisation et de résistance. Ces communautés élaborent et adoptent des règlements qui leurs sont propres, dans la mesure où il n'existe pas de législation officielle claire. On retrouve souvent l'idée que le membre de la communauté ne peut vendre cette terre (elle est considérée comme instrument de production et non comme propriété) ; que la police ne peut pas entrer sur la terre ; qu'il existe un découpage entre des parcelles travaillées individuellement et des surfaces travaillées en commun ; que ne pas participer aux assemblées générales qui régissent la vie de la communauté constitue une faute grave.

C'est gratifiant, pour un vieux communiste comme moi, de voir des expériences de ce type. J'ai là sous les yeux le règlement adopté par le mutirao (communauté) de Guandu. Le terme de mutirao désigne en quelque sorte le travailleur collectif associé. Ce règlement n'est encore qu'un projet. Il précise que la terre a été conquise par tous les travailleurs

et n'est pas une propriété particulière, elle appartient au mutirao. Le membre de la communauté reçoit un lot à cultiver qui n'est ni acheté ni vendable. Il a un délai précis pour défricher et cultiver, faute de quoi son lot retourne à la communauté. Il doit cultiver en permanence, travailler en groupe, donner tout son soutien à ceux qui luttent pour la terre, participer aux assemblées. Il n'a pas le droit d'exploiter le travail d'autrui, même en payant un salaire (le travail salarié est interdit dans le mutirao.).

— Comment se nouent les liens entre le mouvement paysan et les travailleurs urbains ?

— Evidemment, le mouvement des sans-terre n'exprime qu'un aspect particulier de la question agraire au Brésil. Il y a bien d'autres problèmes, celui des salariés agricoles, des paysans attachés au latifundium dans une situation de semi-esclavage, celui des petits producteurs, celui des journaliers sans emploi stable (les boia frias, bouffe-froide, ainsi appelés parce qu'ils amènent leur gamelle pour la journée, quand ils en ont une). Mais on estime déjà à plus de 3 millions le nombre de paysans qui luttent pour l'accès à la terre. Des campements sont apparus dans plusieurs Etats qui attendent les décisions du gouvernement sur la réforme agraire.

Nous avons besoin d'un programme agraire d'alliance ouvrière et paysanne. Cette alliance avance, au moins au niveau des rapports entre la CUT et le mouvement des sans-terre. A la dernière rencontre nationale du Congrès des travailleurs agricoles (Contag), sur 4 500 délégués, il y en avait déjà 700 attachés à la CUT. J'ai là un journal d'agitation publié en commun par la CUT et le mouvement des sans-terre.

Le mouvement des sans-terre est déjà présent dans quinze Etats avec un journal national. Nous sommes allés en délégation à l'assemblée de la CUT. J'ai dit qu'on ne venait pas demander un appui, mais apporter le nôtre. L'accueil a été enthousiaste. La réceptivité est énorme. Cette question de la terre, c'est comme une allumette dans une nappe d'essence.

Le problème n'est pas seulement de conquérir la terre, mais d'y rester. Il faut une maison, de l'eau, une assistance médicale, de quoi se nourrir jusqu'à la première récolte. Tout cela est la responsabilité du gouvernement. Mais le gouvernement est « avec eux » (les propriétaires latifundistes, ndlr.). Cela pose le problème du pouvoir. Seuls, ni les ouvriers ni les paysans ne peuvent le résoudre. Mais unis, tout est possible. ■

Propos recueillis
par Daniel JEBRAC,
Rio de Janeiro, le 5 septembre 1985.

La mutirao de Campo Alegre

Des paysans s'organisent pour occuper et cultiver des terres

L'ARTICLE ci-après est repris du journal *Sans Terre* du mois d'août dernier. Rédigé par un des principaux animateurs de ce mouvement d'organisation des paysans, il retrace une lutte considérée comme un exemple très significatif de la mobilisation des paysans pour la terre. Celle-ci a donné lieu à la formation du mutirao de Campo Alegre dans la lointaine banlieue de Rio.

Isaac AXCELROUD

Elle vient de loin, de trop loin, la longue lutte pour la terre. Le mutirao de Campo Alegre, dans la municipalité de Nueva Iguaçu (Etat de Rio de Janeiro), est une communauté qui relève la tête et résume une bonne part de cette histoire de la lutte pour la terre. C'est un tableau des modifications intervenues dans la dure bataille pour un morceau de champ et de pain. Campo Alegre est la preuve vivante de la possibilité de conquérir la terre. L'histoire de ce mutirao commence avec le déclin de la monoculture du café au Sud d'Espírito Santo.

LE MUTIRAO DE CAMPO ALEGRE

Avec la fin des vieilles plantations de café, au profit de la canne, les agriculteurs sans terre se sont trouvés repoussés vers le Sud, le long de la route qui relie Bahia à Rio. La Baixada fluminense (banlieue éloignée de Rio, ndlr.), zone alors à l'abandon, est récupérée par le gouvernement de Rio et devient le théâtre d'une lutte avec les paysans qui veulent s'emparer de la terre (posseiros). La récupération de ces terres par le gouvernement avait été payée avec l'argent du peuple, par le biais de l'impôt. C'est pourquoi la terre appartient au peuple, et non pas à une demi-douzaine de propriétaires (grileiros). La zone, très proche de la ville, située à une soixantaine de kilomètres de Rio de

Janeiro, est devenue un objet de convoitise pour les promoteurs immobiliers.

Entre 1962 et 1964, dans la seule Baixada fluminense, ces luttes pour la terre ont obligé à l'expropriation de 18 grandes propriétés. Mais, avec le coup d'Etat de 1964, une vague d'arrestations et y compris d'assassinats est venue à bout de cette expérience d'associations de travailleurs.

Ce n'est qu'en 1979, que les travailleurs urbains, à partir de l'ABC de la banlieue de Sao Paulo, ont donné le véritable signal d'un nouveau cycle de lutte (1). Dans la Baixada, les occupations de terre ont recommencé. Des directions de lutte ont refait surface. Les travailleurs agricoles ont compris qu'avec le coup d'Etat de 1964 ils avaient perdu une bataille mais pas la guerre. Et l'organisation a repris corps avec la formation du noyau agricole de fluminense.

A partir de là, l'expérience de la communauté de Campo Alegre a mis en évidence un fait nouveau de première importance : le retour des travailleurs ruraux des bidonvilles de la métropole

1. L'ABC est la grande banlieue ouvrière de Sao Paulo, où sont concentrés près de 400 000 travailleurs de la métallurgie employés par les multinationales de l'automobile, Ford, Volkswagen, General Motors, Scania etc. C'est le phare des luttes ouvrières de 1978. L'ABC, ce sont les villes de Santo Andre (A), Sao Bernardo (B) et Sao Caetano (C).

La CUT, trait d'union entre les travailleurs urbains et ceux de la campagne. (DR)



urbaine vers la campagne. Le mutirao a également illustré à quel point le capitalisme est sauvage, aussi bien à la campagne qu'à la ville. A la campagne, il étend le latifundium et expulse les paysans vers la ville. A la ville, ce même capitalisme transforme le paysan sans terre en favelado (habitants des bidonvilles, ndr.), c'est-à-dire en misérable condamné au sous-emploi.

Aujourd'hui, le mutirao de Campo Alegre montre que ce n'est pas le capitalisme, mais le peuple organisé, qui est civilisé : au lieu de mourir de faim et de froid sous un pont, ou de sombrer dans le désespoir qui conduit au vol et aux agressions, ce peuple retourne à la terre. C'est une leçon du mutirao de Campo Alegre.

UN EXEMPLE D'OCCUPATION DES TERRES

En janvier 1984, l'ancienne fazenda (ferme, ndr.) de Mato Grosso, un latifundium de 3 500 hectares, commença à être occupé par des travailleurs qui étaient allés tenter leur chance à la grande ville, mais avaient échoué dans le sous-emploi. Le secteur était contrôlé par sept éleveurs, qui lâchaient quelques têtes de bétail, piétinant et durcissant la terre. Des gardes mercenaires à cheval (les jagunços) rôdaient par là comme des fantômes, la carabine dressée. La tactique des travailleurs fut d'affronter les propriétaires un par un. Chaque progrès comptait ainsi sur le maximum de participants. La politique fut celle de toujours concentrer les forces des sans-terre et maintenir les propriétaires divisés et sur la défensive. Leurs menaces étaient dénoncées sans relâche.

Les dirigeants du mouvement étaient protégés par la force de la collectivité. Pas question de s'aventurer à parler seul. Pas question de porte-parole : « Ici, il n'y a pas de je et de mien. Il y a seulement nous et notre. Nous sommes tous des chefs... » Tout poussait à l'union : cuisine collective, campement concentré, travail en groupe pour ne pas s'exposer aux actions des jagunços ou de la police. Une fois, ils ont eu le culot d'enlever quelques occupants. C'est tout le mutirao qui a couru au commissariat de police et s'est constitué prisonnier. La police a dû libérer tout le monde.

Il a fallu quelques mois pour que l'occupation progresse et s'impose, mètre carré par mètre carré, bout de terre par bout de terre. Pendant ce temps, la lutte se développait pour arracher l'expropriation au gouvernement de l'Etat. En juillet 1984, le gouvernement de Rio publiait au journal officiel un décret proclamant d'utilité publique le secteur dans une perspective d'expropriation. Avec ce décret, l'ancien latifundium du nom de Fazenda Mato Grosso, disparaissait de droit et de fait pour devenir de droit et de fait le mutirao de Campo Alegre. Le décret dispensait le gouvernement de Rio de payer la terre, dont les anciens maîtres n'avaient pas de titre de propriété, il lui suffisait d'indemniser les équipements construits par ceux qui se prétendaient maîtres de la terre.

Une réforme agraire : pour qui, pourquoi?

Distribuer les 280 millions d'hectares de terre non exploitée des latifundia aux 12 millions de travailleurs ruraux sans terre ou disposant de peu de terre.

Multiplier la surface de culture en augmentant la production d'aliments.

Elargir le marché interne, à travers la redistribution de la propriété et du revenu de la terre.

Créer de nouvelles chances de vie et de travail pour les chômeurs des villes.

Stimuler les activités économiques qui sont génératrices d'emploi et répondent aux besoins de la population.

Briser le monopole des multinationales sur la production agro-industrielle et récupérer les terres qui sont entre leurs mains.

En finir avec la spéculation sur la terre.

Eliminer une cause de violence contre les travailleurs ruraux et les populations indigènes.

Contribuer à l'implantation de la démocratie dans le pays en démocratisant l'accès à la propriété de la terre. ■

Sur les 5,2 millions de propriétaires ruraux au Brésil, 540 000 possèdent à eux seuls 80 % de la terre.

42 millions d'hectares de terres cultivables sont en friche et 240 millions sont sous-utilisées.

Les multinationales ont déjà accaparé 35 millions d'hectares de terres.

Le nombre de personnes ayant dû émigrer vers un autre Etat entre 1970 et 1980 a atteint 24 millions d'habitants.

Il existe près de 11 millions de chômeurs dans les villes et 12 millions de paysans sans terre.

8,7 millions de salariés agricoles touchent moins que le salaire minimum (environ 50 dollars) par mois.

La production alimentaire par habitant a chuté tout au long des vingt dernières années en fonction du soutien gouvernemental à la grande propriété.

De 1979 à 1983, plus de 269 000 familles de petits producteurs ont été engagés dans des conflits pour la possession de la terre.

De 1979 à 1983, de nombreux syndicalistes paysans et journaliers agricoles ont été assassinés dans des conflits pour le droit à la terre et la défense des droits des travailleurs. Le nombre de ces assassinats est monté en flèche en 1984 et au début de 1985.

En 480 ans, les Indiens indigènes sont passés de 5 millions à seulement 220 000 personnes et à peine un tiers de leur territoire est officiellement délimité. ■

L'expérience a montré l'importance du travail collectif non seulement pour l'autodéfense des travailleurs, mais aussi pour obtenir le meilleur résultat avec un moindre effort. La zone compte aujourd'hui sur le travail de plus de 400 familles. Beaucoup d'entre elles continuent à habiter à la ville et ne viennent au mutirao que pour travailler la terre. Mais toutes ne travaillent pas collectivement. Il y a une combinaison entre le travail collectif et le travail individuel sur des lots de trois hectares par famille.

Cette combinaison présente plusieurs avantages. Les occupations antérieures à 1964 ont établi une norme limite de 19 hectares, par la suite ramenée à 15 hectares, suffisante pour pouvoir planter et laisser aussi une partie du sol se reposer par rotation, afin d'éviter un épuisement rapide de la terre. Comme dans le cas présent, les lots individuels sont petits, c'est sur la terre communautaire que s'opère la rotation. Le travail collectif, une fois le système perfectionné, peut fonctionner aussi comme une sorte d'école agricole, un apprentissage d'auto-administration, et une expérience qui développe la conscience politique. Réunissant travailleurs de la ville et des champs, le tra-

vail collectif est aussi la meilleure forme pour initier la foule urbaine au problème de la terre. Il arrive chaque jour de nouvelles familles réclamant de la terre. Il y a déjà 3 600 inscrits. Beaucoup s'engagent sur les surfaces collectives. D'autres ne se joignent à la communauté que parce que la subsistance est garantie. C'est une expérience inespérée. Ils découvrent la solidarité, l'aide mutuelle, la lutte en commun. C'est une sorte de réserve qui débouche sur l'ouverture d'autres fronts de lutte. A la ville, il y a des réserves inépuisables de travail pour des salaires de misère, le mutirao les transforme en réserve de forces de combat pour la réforme agraire.

Enfin, le travail collectif de la terre renforce les liens et l'union entre les familles déjà installées. Il manque encore beaucoup d'infrastructure. Il n'y a pas d'électricité, ni d'eau courante. L'école n'en est qu'à ses débuts. Cela retarde l'installation définitive des familles. La solution actuelle est de travailler la parcelle de terre et d'habiter en dehors. Les surfaces de travail collectif permettent donc de maintenir un climat solidaire dans la communauté. Pour les nécessités de l'autodéfense, le collectif s'impose comme un

instrument politique. Il organise, renseigne, réunit les gens. Il forme de nouveaux dirigeants et crée les conditions de reconquête du syndicat. C'est en quelque sorte « l'Université des Sans-Terre de la Baixada fluminense ».

MAINTENIR L'AUTONOMIE DE LA COMMUNAUTÉ

A l'étape actuelle, le mutirao de Campo Alegre développe une centralisation administrative. Il s'est subdivisé en quatre directions régionales. Chaque secteur a ses assemblées quinzomadaires. Les responsables sont des gens du lieu, capables de traiter et de résoudre les questions qui se présentent, sans bureaucratie et sans excès de palabres. Ces quatre directions régionales se réunissent avec la direction centrale pour former le Conseil de Campo Alegre, une sorte de parlement qui discute, décide, et participe en même temps à l'application de ses décisions. La direction est encore la même qui s'était formée par consensus à l'époque initiale de l'occupation. On a ressenti un risque d'usure, d'où la décision de passer à l'élection directe de la nouvelle direction.

Le mutirao de Campo Alegre est encore très pauvre. Malgré les efforts et

deux récoltes déjà réalisées, les résultats sont maigres. La seconde récolte a été partiellement perdue en raison d'inondations. Il fut cependant possible de récolter un peu de haricots, de courge, de patates douces, de fruits. A présent, la communauté lutte pour obtenir des machines, des engrais, des fertilisants, des moyens de transports, des crédits. Elle réclame l'assistance d'ingénieurs agronomes, l'accès à des salles de cours, des instituteurs pour les enfants. En attendant, on vit dans l'improvisation.

C'est ici qu'intervient la question délicate des rapports avec l'Etat bourgeois, illustré par la récupération de deux tracteurs et d'un camion après de laborieuses négociations avec les autorités. Avec l'obtention de ces machines, certains ont voulu remplacer la force de l'organisation de la communauté par des accords négociés au sommet avec les autorités. De son côté, le gouvernement de l'Etat de Rio ne cache pas son intention de transformer l'assistance technique en moyen de contrôle sur la communauté. Il a déjà été question d'envoyer une administration gouvernementale dans la communauté.

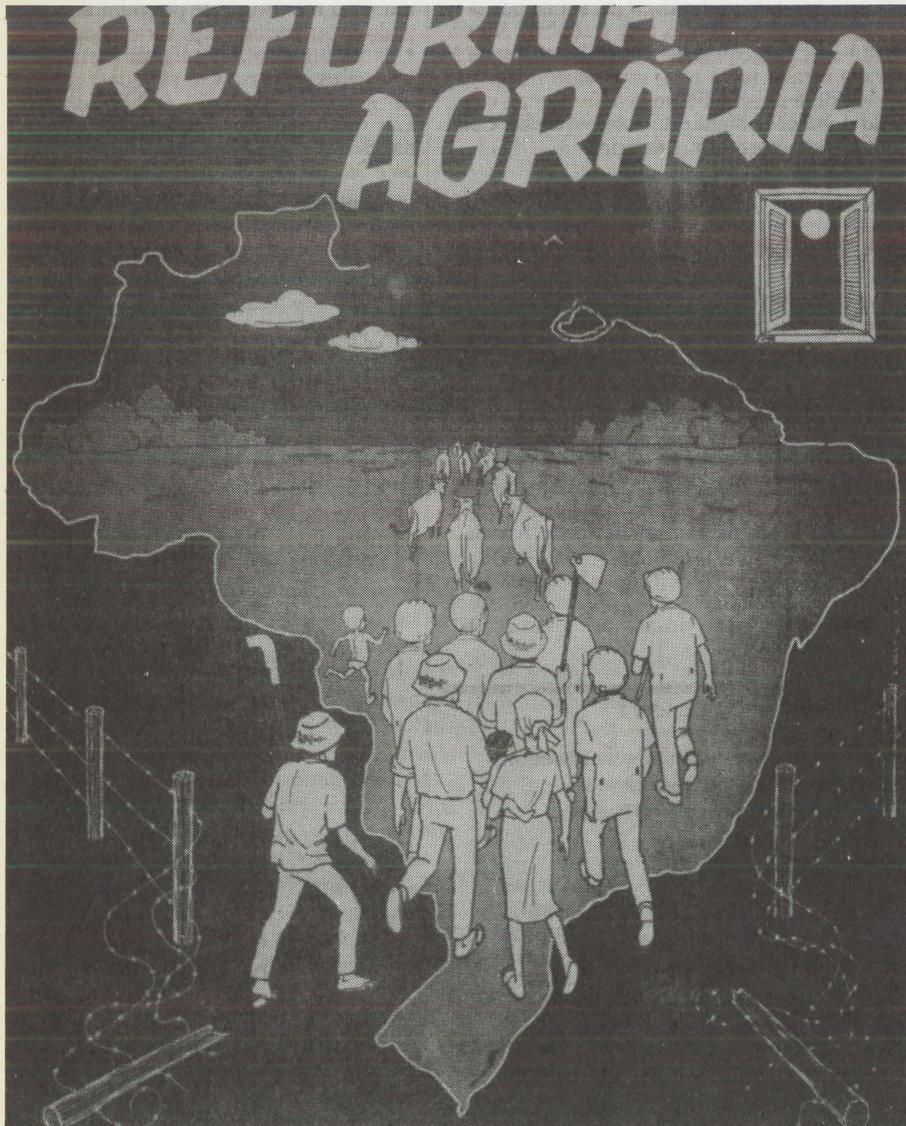
Une nouvelle bataille commence donc pour l'autonomie et l'indépendance du mutirao. Le mutirao a en effet répondu par écrit à Leonel Brizola, gouverneur

de Rio et dirigeant du Parti démocratique du travail (PDT), que son Conseil « exige que Campo Alegre soit dirigé par ses propres membres » et se déclare compétent pour gérer tous les crédits provenant du gouvernement fédéral et de celui de l'Etat, des municipalités, des banques, ou de tout autre créateur. De plus, chaque fois que ce sera nécessaire, le mutirao présentera aux pouvoirs publics une proposition administrative destinée à être examinée pour aboutir à une décision prise d'un commun accord. Ainsi, le camion et les tracteurs fournis par le gouvernement de l'Etat resteront sous la garde de la communauté, dans un garage approprié, avec des chauffeurs désignés et rémunérés par le mutirao et travaillant sous sa direction. L'Etat n'aura de contact qu'avec la direction élue de la communauté. Ses fonctionnaires ne peuvent pas convoquer de réunions parallèles.

En même temps, la communauté perfectionne le règlement qu'elle a elle-même élaboré, sa propre loi, tout en sachant fort bien qu'il ne s'agit que d'un petit flot de solidarité dans une mer d'égoïsme et de corruption capitaliste. Il faut bien se défendre. La première partie de ce règlement fournit à la question « A qui est la terre ? » la réponse suivante : « La terre a été conquise par tous les travailleurs unis. C'est pourquoi elle ne peut être la propriété de quiconque. La terre appartient à la communauté. Chaque occupant a le droit d'utiliser un lot de terre pour lui-même et sa famille. Le lot n'est pas acheté. Quiconque donnerait de l'argent pour acheter la terre perdrait à la fois l'argent et la terre. Il est interdit de se livrer à quelque commerce que ce soit avec le lot. Seuls ont droit à une parcelle ceux qui veulent travailler la terre et n'ont pas d'emploi salarié fixe et ne sont ni propriétaires ni commerçants ». Sont également exclus de la communauté les fonctionnaires publics, civils et militaires, les policiers, comme ceux qui ont une retraite suffisante pour entretenir leur famille. Seul pourra conserver sa parcelle celui qui défrichera la terre et commencera à construire une maison dans un délai de trois jours.

Le chapitre du règlement du mutirao de Campo Alegre concernant les devoirs de ses membres est une sorte de code moral du peuple travailleur. Il y est stipulé que c'est un devoir de cultiver de façon permanente et collective la terre et d'apporter un soutien à ceux qui n'ont pas encore de terre. Il y est aussi précisé que ne pas venir aux assemblées est considéré comme une faute grave et que quiconque ne peut cultiver son lot doit le rendre dans un délai d'un an et sera indemnisé pour les infrastructures installées. L'article 13 du règlement contient tout un programme écologique de mesures de protection de la nature et de l'environnement, car le mutirao fait aussi naître une nouvelle mentalité du peuple travailleur. ■

Isaac AXELRUD
« SANS TERRE »,
numéro 46, août 1985.



Résolutions du congrès des travailleurs sans terre

LES 29, 30 et 31 janvier 1985 s'est tenu à Curitiba dans l'Etat de Parana, le premier congrès des travailleurs ruraux sans terre. Ce congrès a regroupé 1 500 délégués en provenance de tous les Etats du Brésil. Un document final a été adopté qui exige du gouvernement la satisfaction d'une série de revendications. D'autres résolutions ont été adoptées concernant les tâches du mouvement des travailleurs ruraux sans terre, les décisions concernant les travailleuses rurales et celles relatives aux groupes indigènes et au respect de leur droit à la terre. Ce sont ces documents que nous reproduisons ci-après. ■

RÉSOLUTION GÉNÉRALE

Les 1 500 délégués représentant tous les Etats du Brésil réunis à Curitiba les 29-30-31 janvier 1985 en premier congrès national des travailleurs ruraux sans terre exigent du gouvernement :

Au sujet de la distribution et de l'utilisation des terres :

Que la terre revienne à celui qui la travaille ; que la réforme agraire soit faite sous le contrôle des travailleurs ; que les travailleurs ruraux aient le pouvoir de décider comment les terres seront partagées, comment elles seront cultivées ainsi que la forme de leur attribution ; que le gouvernement légalise toutes les terres qui ont été occupées ; que la taille maximum des propriétés soit fixée selon les régions, sans jamais dépasser les 500 hectares ; que le gouvernement exproprie toutes les propriétés supérieures à 500 hectares ; que la distribution des terres respecte les besoins de chaque famille en fonction de la région ; que l'Etat garantisse les conditions de production et d'assistance sur les terres distribuées ; que le gouvernement stimule la production en fonction de la satisfaction des besoins de tout le peuple ; que le gouvernement garantisse que la production respecte la préservation de l'environnement ; que le gouvernement attribue au minimum 5 % du budget à la réforme agraire ; que le gouvernement distribue immédiatement les terres qui sont aux mains des gouvernements fédéraux et des Etats ; que les communautés puissent s'installer dans les régions d'origine des travailleurs ; que les gouvernements des Etats soient autorisés à prendre des mesures d'expropriation au titre de la réforme agraire.

Sur les multinationales :

Expropriation de toutes les terres des multinationales et interdiction pour les étrangers de posséder des terres au Brésil.

Sur l'occupation des terres :

Fin de toute colonisation des terres dirigée par le gouvernement, les entreprises privées ou les coopératives ; assistance adéquate à tous les niveaux aux projets de colonisation déjà existants.

Sur les organes gouvernementaux :

Ce que nous voulons en rapport au ministère pour les affaires de la terre et aux instituts de la terre existant dans chaque Etat : l'extinction de ces organismes ; la création de nouveaux organismes avec la participation des travailleurs à la mise en place de l'administration ; que les travailleurs, en occupant les terres, créent leurs propres lois et organismes ; la création d'organismes au niveau des Etats avec la participation des travailleurs de façon autonome par rapport à l'Etat fédéral ; la création d'un forum de justice agraire dans le cadre du pouvoir judiciaire avec la participation des travailleurs.

Sur le statut de la terre :

Le statut de la terre est inadéquat. Nous exigeons son extinction. Nous exigeons que soient adoptées de nouvelles lois, avec la participation des travailleurs et à partir de leur pratique et de leurs luttes.

A propos de la violence à la campagne :

Que le gouvernement implante la réforme agraire avec la participation des tra-

vailleurs comme unique forme d'en finir avec la violence en milieu rural. Nous exigeons la sécurité pour notre lutte d'organisation du mouvement des Sans Terre. Nous exigeons que le gouvernement fédéral assure le jugement de tous les assassins et la punition des mandataires et exécutants de ces crimes. Nous exigeons la fin des violences contre les occupations de terre ; confiscation des biens des mandataires de crimes au profit des victimes et des travailleurs ; que les problèmes de la terre soient résolus sans intervention de la police ; que le gouvernement respecte les droits du travailleur rural ; que le gouvernement appuie la lutte et les organismes des travailleurs ; que la justice soit égale pour tous ; que la répression et la police soient utilisés contre la criminalité et non contre les travailleurs. Nous exigeons le démantèlement de tous les organismes de répression, y compris les organismes paramilitaires. Nous exigeons l'autonomie du pouvoir judiciaire et la création d'une justice agraire. Nous considérons les gouvernements des Etats et le gouvernement fédéral comme responsables de la violence et des assassinats de travailleurs et nous exigeons que le gouvernement en finisse avec les menaces contre les personnes et les travailleurs. ■

Premier congrès national des travailleurs
ruraux sans terre,
Curitiba, les 29, 30, 31 janvier 1985.

RÉSOLUTION SUR LES TACHES

Orientations générales :

Qu'on occupe immédiatement toutes les terres inutilisées et publiques ; que l'utilisation de la terre soit communautaire, non pas sous la forme obligatoire mais en stimulant les formes collectives ; que les agriculteurs s'organisent sous des formes d'association alternatives pour la production et la commercialisation de leurs produits. En cas de prise de possession collective et lorsque quelqu'un abandonne son lot, celui-ci doit revenir à la collectivité avec toutes les installations y afférentes. Orienter les camarades pour qu'ils ne soient pas obligés de quitter leur Etat d'origine. Utiliser le Statut de la terre comme forme de pression et pour rendre les travailleurs conscients des fondements de leur droit. Que l'on fasse une étude approfondie de la terre afin de présenter des propositions pour la formulation d'une nouvelle loi en faveur des travailleurs. Lutter pour l'application des parties positives (du Statut de la terre, ndlr.) qui intéressent les travailleurs et pour l'adoption d'une nouvelle loi incluant nos revendications. Il ne suffit pas de changer une loi, nous avons besoin de changer tout le système politique du pays. Que les travailleurs s'organisent pour créer leurs propres formes de défense. Quand le gouvernement n'assume pas la punition des commanditaires et exécutants de crimes contre les travailleurs, nous devons exercer la justice de nos propres mains. Condamner et dénon-





La terre, un problème vital pour des millions de brésiliens. (DR)

cer publiquement l'abus d'autorité et de violence commandées par les services de sécurité et exiger la dissolution de ces services.

Priorités pour le travail de base :

Présenter ces propositions à la base pour qu'elles soient discutées et appliquées. Ce qui a été discuté ici au Congrès ne doit pas être transmis aux travailleurs comme des décisions du sommet mais comme une façon d'introduire la discus-

sion et de l'approfondir, afin que les travailleurs eux-mêmes décident. Il faut continuer à élargir l'organisation des Sans Terre à tous les niveaux et faire le recensement des terres inutilisées et des latifundia en vue de les occuper ; discuter à la base de la question de l'Assemblée constituante ; faire un travail de conscientisation à la base à partir des documents du congrès des Sans Terre ; réaliser des rassemblements publics dans les municipalités et les Etats ; transformer les syndi-

cats bureaucratiques et soutenir la CUT ; organiser et élargir la résistance sur les terres. ■

Premier congrès national des travailleurs ruraux sans terre, Curitiba, les 29, 30, 31 janvier 1985.

RÉSOLUTION DES FEMMES TRAVAILLEUSES RURALES

Participation des femmes travailleuses rurales :

Former des groupes par municipalité ; faire des réunions de base avec une responsable par noyau ; participer activement aux mouvements revendicatifs. Ne pas avoir peur de lutter ; participer aux syndicats et lutter pour la réforme agraire ; prendre des initiatives propres. Croire en notre force et en notre capacité ; conquérir un espace politique dans la société ; assumer la lutte à égalité avec les camarades hommes ; éveiller chez nos camarades une conscience critique principalement sur la situation économique et sociale du pays ; organiser les femmes dans les occupations, les grèves et les mouvements populaires ; libérer les femmes pour faire le travail de base dans la Commission pastorale de la terre (CPT) ; les hommes doivent prendre conscience et faire en sorte que nous puissions participer activement à la lutte.

Articulation :

Maintenir la correspondance avec les camarades femmes sans terre ; populariser la lutte de la femme sans terre partout où on lutte pour la réforme agraire ; former une coordination de femmes à l'échelle nationale et régionale ; que la coordination du mouvement soit composée d'hommes et de femmes de façon équilibrée. ■

Premier congrès national des travailleurs ruraux sans terre, Curitiba, les 29, 30, 31 janvier 1985.

RÉSOLUTION DU GROUPE INDIGÈNE

Nous sommes aussi sans terre parce que 80 % de nos terres actuelles ne sont pas délimitées et parce qu'en plus beaucoup de nos terres sont envahies.

Dans l'utilisation de la terre, notre tradition est de ne pas avoir de propriétaire. Nous suggérons cette forme aux autres camarades des Sans Terre.

Quant à l'occupation des terres, nous ne voulons pas de la redistribution de nos terres. Qu'on exproprie les latifundia improductifs et les terres des étrangers.

Nous exigeons du gouvernement la délimitation des terres indigènes et la garantie de leur possession. ■

Premier congrès national des travailleurs ruraux sans terre, Curitiba, les 29, 30, 31 janvier 1985.

SCANDINAVIE

Réunion régionale de militants syndicaux de lutte de classe

Une conférence réunissant des militants syndicaux « lutte des classes » venus de toute la Scandinavie s'est tenue les 26 et 27 octobre à Göteborg, deuxième ville de Suède et principal centre industriel de ce pays. Cette conférence, la première pour la génération de militants surgie de la radicalisation de la fin des années 1960, avait été organisée à l'initiative de l'opposition syndicale des usines Volvo de Göteborg, conjointement avec un groupe de 40 syndicalistes danois. Plus de 200 militants syndicaux y ont participé. En plus de militants venus de toutes les régions de Suède, il y avait une grosse délégation du Danemark et une autre, plus petite, de Norvège. Si la majorité des participants étaient des militants ou des sympathisants des organisations scandinaves de la IVe Internationale, il est à noter la présence de militants d'autres organisations politiques, telles que les Socialistes de gauche (VS), les Socialistes révolutionnaires (RS) et les Socialistes internationaux (IS) du Danemark, ainsi que le groupe Pouvoir ouvrier (AMG) et les Socialistes internationaux (IS) de Norvège.

Dans son numéro du 28 octobre, le quotidien *Göteborg Post* a rendu compte de la conférence, en citant largement Gote Kilden, le dirigeant du Parti socialiste (SP), section suédoise de la IVe Internationale, et de l'opposition syndicale dans les usines Volvo (voir l'interview de Gote Kilden dans *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983). Kilden expliqua pour commencer qu'un des buts de la conférence était d'échanger des expériences, ce qui était difficilement réalisable en utilisant les canaux à peu près bouchés des appareils syndicaux officiels. Il poursuivit en expliquant : « *Nous avons pu obtenir des informations sur la lutte des travailleurs du bâtiment qui se déroule actuellement au Danemark et qui est très peu connue en Suède. En revanche, les militants danois ignoraient largement la lutte entreprise en Suède contre l'utilisation de l'amiante. (...) Nous avons également appris comment se passait la bataille pour la journée de six heures en Norvège et la lutte contre le racisme dans les différents pays.* »

L'article de ce quotidien concluait son propos en citant encore notre camarade : « *Aujourd'hui, ce n'est pas seulement Gyllenhammer (le patron de Volvo, ndlr) qui parle de la "coopération nordique".*

Cette conférence représente un premier pas vers la mise en place d'une structure de liaison ouvrière en Europe du Nord, structure qui permettra de faire avancer la lutte en défense de l'emploi, ainsi que celle contre la destruction de l'environnement. » Gyllenhammer représente actuellement la force agissante du projet de construction d'une nouvelle autoroute dans la région de Göteborg, projet connu sous le nom de « Liaison scandinave ». Les militants du syndicat à Volvo appuient la lutte contre ce projet, et la conférence a donné la parole à un représentant de la coalition écologiste Motlaenken (Contre la liaison) pour qu'elle explique le sens de ce combat.

En effet, le niveau de la circulation dans la région de Göteborg ne justifie pas la construction de cette autoroute. En plus, les forêts de la région sont déjà assez menacées, notamment par le gaz d'échappement des voitures. Il faut ajouter que cette « liaison » fait partie d'un projet plus vaste de réorganisation du réseau routier en Europe occidentale autour du cœur industriel d'Allemagne de l'Ouest. Les sociétés multinationales qui sont derrière ce projet sont suffisamment fortes pour faire du chantage auprès des gouvernements nationaux.

Pourtant, la conférence ne s'est pas limitée aux problèmes scandinaves ou même à ceux concernant l'Europe de l'Ouest. Après un rapport introductif de Gote Kilden sur la lutte contre l'austérité et celle, liée, en faveur de syndicats démocratiques et combatifs, la parole fut donnée à Jorge Alberto Hernandez, membre de la Fédération nationale des syndicats des travailleurs du Salvador (FENASTRAS), qui a appelé à soutenir la lutte des travailleurs de son pays.

Il y avait également des représentants du mouvement ouvrier d'autres pays, parmi lesquels il faut signaler Dennis Pennington, membre du Syndicat des mineurs (NUM) de Grande-Bretagne, ainsi qu'un porte-parole du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud, qui a notamment souligné la dynamique ouvrière de la lutte qui se déroule dans son pays. Des collectes de soutien ont été faites pour le NUM, l'ANC et les travailleurs danois de la construction. Un temps de discussion important fut consacré au bilan de la grève générale avortée, au Danemark, à Pâques 1985, après un rapport fait par Ardan Johansen, membre du syndicat du Livre de Copenhague (sur cette grève, voir *Inprecor* numéro 194 du 15 avril 1985). Une discussion approfondie suivit, dans le cadre d'une commission, qui discuta également plus généralement de la bataille pour les 35 heures au Danemark.

Une partie importante des travaux de la conférence a en effet eu lieu dans des

commissions. Parmi celles-ci, il faut noter celle consacrée à différentes industries, telles que les mines de charbon et de fer, la sidérurgie et les chantiers navals. D'autres commissions ont abordé les dix ans de l'opposition syndicale dans les usines Volvo, l'intervention des syndicats dans le secteur des services sociaux, les problèmes posés par des technologies nouvelles et la lutte contre les fermetures d'entreprises dans les vieilles industries, les plus frappées par la crise.

L'un des principaux animateurs de cette dernière commission, Harry Isaksson, est le dirigeant le plus connu de la grève sauvage de la mine de fer de Malmberget, dans l'extrême nord de la Suède, qui se déroula en 1969-1970 et qui constitua la première expression d'une nouvelle montée de la combativité dans le mouvement ouvrier suédois. Isaksson personnifie les meilleures traditions du mouvement ouvrier suédois et sa présence a notamment aidé à donner à la conférence un cadre historique. Dans une intervention remarquée, il a expliqué comment il avait été enthousiasmé par le développement du syndicat Solidarité en Pologne et pourquoi cet événement représentait le type de syndicalisme contrôlé par la base qu'il voulait voir se développer dans son propre pays. D'autres commissions ont abordé la question de la lutte contre les réductions des dépenses dans le secteur public, de la discrimination exercée à l'égard des femmes, à la fois dans les entreprises et dans les syndicats, du combat contre le racisme et la xénophobie, et la question de l'organisation de la solidarité avec les luttes ouvrières, cette dernière commission étant animée par Dennis Pennington.

Dans une commission consacrée à la lutte des jeunes pour obtenir des emplois, une formation professionnelle et pour se syndiquer, Kent Johansson, du Réseau de liaison suédois des chômeurs, a expliqué la nature des différents projets censés donner des emplois aux jeunes de son pays. Ensuite, Jacob Nerup, membre de l'Organisation syndicale nationale des apprentis, de Copenhague, donna une idée de la grande diversité des organisations de jeunes travailleurs du Danemark. Il faut également signaler la présence à cette conférence d'un nombre important de jeunes travailleurs danois, qui ont constitué un facteur dynamique de cette rencontre.

La réussite de la conférence et le fait qu'un large éventail de militants et de structures syndicales et politiques y aient participé, cela témoigne à la fois des capacités d'intervention des syndicalistes marxistes révolutionnaires en Suède et du poids renforcé de l'opposition syndicale à Volvo, aujourd'hui majoritaire dans les structures syndicales des deux principales usines de la région. ■

Le SWP des USA rejette les exigences du 12e congrès mondial

Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale

A la fin de 1983, la direction du Socialist Workers party (SWP) des Etats-Unis a exclu de ce parti la majorité des militants qui, au sein du Comité national et dans les sections locales du parti, s'opposaient à son orientation politique et à la mise en cause des fondements programmatiques de la IVE Internationale, concernant notamment la théorie de la révolution permanente pour les pays dominés par l'impérialisme et la nécessité de la révolution politique antibureaucratique dans les Etats ouvriers bureaucratisés.

Cette purge politique, conduite de manière brutale et antidémocratique, eût pour effet d'amputer le SWP de plus de 150 de ses membres, parmi lesquels nombre d'anciens dirigeants de la section fraternelle de la IVE Internationale aux Etats-Unis. Ces militants, regroupés dans Socialist Action et la Fourth Internationalist Tendency (FIT) firent appel de leur exclusion au congrès du SWP réuni en août 1984. Le congrès rejeta leur appel, en même temps qu'il interdisait la participation d'une délégation du Secrétariat unifié à ses délibérations.

En janvier 1985, le XIIe Congrès mondial de la IVE Internationale, saisi d'un appel collectif des militants exclus, adopta à une majorité de près de 90 % les motions suivantes :

« Le congrès mondial fait droit de l'appel collectif des membres exclus du SWP aujourd'hui regroupés dans SA et dans la FIT.

Considérant que ces exclusions ont été faites en contradiction flagrante avec les statuts de la IVE Internationale, dont le SWP est l'organisation fraternelle aux USA, et que les droits des minorités au sein du SWP ont été bafoués par cette purge politique :

le congrès mondial exige la réintégration collective dans les rangs du SWP de tous les membres actuels de SA et de la FIT qui ont été exclus du SWP. »

(97,5 mandats pour, 5 contre, 1 abstention ; 3 mandats fraternels pour, 9 contre).

« Considérant que les nouveaux adhérents de SA et de la FIT, qui ne sont pas d'anciens membres exclus du SWP, ou qui en ont démissioné en rapport avec les exclusions, ont été recrutés sur la base du programme de la IVE Internationale, et qu'ils auraient dû être membres du SWP si ce dernier n'avait pas procédé à des exclusions injustes et antidémocratiques :

le congrès mondial soutient la demande de SA et de la FIT pour que tous leurs membres soient collectivement intégrés au SWP, avec tous les droits et devoirs découlant des normes organisation-

nelles conformes au centralisme démocratique. »

(97 mandats pour, 5 contre, 1,5 abstention ; 3 mandats fraternels pour, 9 contre).

« Au vu de la situation créée aux USA par l'exclusion antidémocratique des opposants à l'orientation majoritaire du SWP ;

constatant que, de ce fait, les partisans de la IVE Internationale sont aujourd'hui séparés en trois organisations, alors qu'ils devraient tous être membres de la section fraternelle de la IVE Internationale aux USA, le SWP ;

le congrès mondial décide que tant que la FIT et SA ne seront pas collectivement réintégrés dans le SWP, l'ensemble des membres organisés dans SA et la FIT seront considérés comme membres à part entière de la IVE Internationale, avec tous les droits et les devoirs qui découlent de ses statuts, dans les limites imposées par la législation réactionnaire américaine. »

(98 mandats pour ; 5,5 contre ; 3 mandats fraternels pour, 9 contre).

En août 1985, les délégués du XXXIIIe Congrès du SWP, sur recommandation de son Comité politique, ont rejeté toutes les exigences formulées par le Congrès mondial et réitérées sur place par le représentant du Secrétariat unifié (SU) à ce congrès.

Ces décisions violent ouvertement les exigences largement majoritaires du Congrès mondial. Prises par une section affiliée à la IVE Internationale, elles constitueraient une négation des normes statutaires élémentaires de fonctionnement d'une organisation internationale. Or, si le SWP est empêché par la législation réactionnaire américaine d'être normalement affilié à l'Internationale, il a politiquement et moralement l'obligation, s'il prend au sérieux le fait d'en être la section fraternelle aux Etats-Unis, de donner tout leur poids aux décisions d'un congrès mondial.

Les statuts de l'Internationale laissent une large souveraineté aux sections concernant la détermination de leur ligne politique nationale et le choix de leurs organismes de direction, mais ils fixent le minimum de devoirs et de normes de fonctionnement qui rendent possible la plus large confrontation d'idées ou de positions dans un cadre programmatique et organisationnel commun.

Adoptées par une section, les décisions du congrès du SWP exprimeraient une négation de toute autorité même simplement morale et politique de l'ins-

tance souveraine de l'Internationale, son congrès mondial. Ce faisant, cette section refuserait de faire sienne l'esprit de nos statuts et se mettrait donc en dehors du cadre régi par nos normes communes.

La IVE Internationale a la responsabilité d'établir clairement et publiquement que le SWP, section fraternelle de la IVE Internationale aux Etats-Unis, n'est pas la seule organisation se réclamant de la IVE Internationale aux Etats-Unis, et ce de par la propre responsabilité du SWP.

Conformément aux résolutions adoptées par le XIIe Congrès mondial (et du fait de la division de SA en deux groupes distincts), il existe désormais quatre organisations complètement séparées de membres fraternels de la IVE Internationale aux Etats-Unis, avec les mêmes droits et devoirs : le Socialist Workers Party, la Fourth Internationalist Tendency, Socialist Action et Socialist Unity. Chacune de ces organisations détermine souverainement sa ligne politique et la composition de ses organismes dirigeants. Tout en déplorant leur division, qui est l'aboutissement de la crise du SWP et de la purge antidémocratique de ses opposants, le Secrétariat unifié (SU) défend le droit de chacune d'entre elles de s'efforcer à construire le parti révolutionnaire aux Etats-Unis sans pour autant défendre l'orientation d'un groupe quelconque contre les autres.

Adopté par une section de la IVE Internationale, l'ensemble de la démarche de la direction du SWP montrerait de la part de cette section une volonté de nier dans les faits les normes de fonctionnement minimum de l'Internationale en tant que telle et constituerait en même temps la preuve de la transformation de son propre parti en fraction monolithique, ne s'accommodant du cadre formel de l'Internationale qu'à la condition de ne respecter aucun engagement et de vider progressivement ce cadre de son contenu programmatique.

Aucun parti révolutionnaire, surtout dans le bastion de l'impérialisme, ne sera construit en piétinant les traditions démocratiques du bolchevisme et de l'Internationale communiste, en défense desquelles la IVE Internationale fut constituée contre le stalinisme avec la collaboration précieuse du SWP. Par son propre affaiblissement aux Etats-Unis, le SWP paie déjà le prix d'une telle orientation, en contradiction flagrante avec son passé et avec le régime interne de la IVE Internationale et de ses sections.

En luttant pour le respect des exigences du Congrès mondial, le Secrétariat unifié est convaincu de lutter pour la défense d'un des principes de base du programme marxiste révolutionnaire : la liberté de discussion au sein de l'organisation révolutionnaire, dans le cadre de la discipline et de la centralisation nécessaires à une action efficace dans la lutte de classes. Sur ce principe et ce programme, la IVE Internationale ne transigera jamais.

Secrétariat unifié de la
IVE Internationale,
le 5 octobre 1985.

Bas les pattes devant l'UGTT!

Le gouvernement tunisien — qui a, récemment encore, démontré sa soumission totale à l'impérialisme américain, par sa réaction insignifiante au raid israélo-américain sur le QG de l'OLP à Tunis et par sa complicité ultérieure dans le détournement américain de l'avion égyptien transportant Abou-Labbas et les membres de son groupe — ce même gouvernement n'a pas hésité à lancer, quelques jours plus tard, une offensive scélérate de grande envergure contre l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), principale centrale syndicale du pays, largement majoritaire par rapport à sa rivale pro-gouvernementale, l'Union nationale des travailleurs tunisiens (UNTT).

Au cours de la dernière semaine d'octobre, les milices du Parti destourien au pouvoir — version locale des forces de répression parallèle qui caractérisent les dictatures fascistes ou populistes — ont pris d'assaut les locaux de plusieurs unions régionales de l'UGTT, et notamment celle de Sfax, une des principales concentrations ouvrières du pays et des plus combattives. Le parti de Bourguiba mettait sur pied en même temps des prétendus comités provisoires de l'UGTT, censés représenter la « base » du syndicat contre la direction d'Habib Achour, accusée d'anti-patriotisme au profit de la Libye.

Cette grotesque mise en scène s'étant avérée insuffisante, le gouvernement a lancé ses chiens de garde officiels dans la bataille, en occupant manu militari les sièges des unions régionales de l'UGTT de Sfax et de Tunis, le 30 octobre, puis le siège central à Tunis, le 31, ainsi que la quasi-totalité des locaux régionaux, à l'exception de ceux du Sud du pays, région traditionnellement frondeuse à l'égard du gouvernement et où se trouvent également d'importantes concentrations ouvrières, notamment dans les mines de Gafsa.

Simultanément, le gouvernement procédait à l'arrestation de dizaines de militants et cadres syndicaux sous des prétextes divers, allant de la machination policière grossière — comme les armes blanches et autres « livres verts » de Kadhafi, soi-disant découverts à Sfax — à l'accusation d'adultère pour laquelle Jarad, membre du Bureau exécutif de l'UGTT et bras droit du secrétaire général, Habib Achour, a été arrêté. Le propre fils de ce dernier a été également emprisonné pour une obscure affaire de fraude douanière tombant à point nommé pour éclabousser son père !

Cette vaste offensive gouvernementale, dont les méthodes ont été décrites, à juste titre, par Achour comme relevant du gangstérisme, vise à détruire l'UGTT en tant qu'expression du mouvement autonome du prolétariat tunisien, pour la ramener à ce qu'elle était, il y a plus de dix ans, ou à ce qu'est aujourd'hui sa scission jaune, l'UNTT, c'est-à-dire une courroie de transmission du régime au sein de la classe ouvrière.

La radicalisation des luttes sociales en Tunisie, au cours des années 1970, avait progressivement abouti au divorce entre la bureaucratie achouriste de l'UGTT et le pouvoir bourguibiste, divorce qui allait être consommé par la grève générale du 26 janvier 1978 et la violente répression qui s'était alors abattue sur le mouvement ouvrier et la bureaucratie syndicale.

De cette épreuve de force, c'est le syndicat qui sortit vainqueur à moyen terme en 1981, en maintenant sa continuité organisationnelle en dépit de la répression gouvernementale, et en confirmant une autonomie politique qui ne cessa de se renforcer depuis lors. A tel point que l'UGTT évoluait combinant, ces dernières années, les traits d'un syndicat et ceux d'un parti ouvrier de masse. Ainsi cette année, l'UGTT choisissait, à l'instar du reste de l'opposition, de boycotter les élections municipales et décidait de transformer son hebdomadaire



Ach-Chaab en quotidien politique, tandis qu'une discussion était engagée en son sein sur l'opportunité de présenter des listes ouvrières indépendantes aux élections parlementaires prévues pour 1986.

C'est cette politisation de l'UGTT, qui se conjugait avec une radicalisation sociale se développant par vagues successives (dont les émeutes de janvier 1984) sur fond de crise économique, qui a décidé le gouvernement à agir — avant que ne s'y ajoute une crise politique, au vu des frictions avec la Libye et au cas, notamment, de la disparition possible du moribond Bourguiba, aujourd'hui âgé de 83 ans.

Depuis le début de cette année, les mesures répressives contre l'UGTT se sont accumulées : interdiction des réunions syndicales dans les entreprises, arrestations et licenciements de grévistes (notamment dans le secteur des transports), suspension du quotidien *Ach-Chaab* après cinq jours de parution, encerclement par les forces de police du siège du syndicat, suppression de la retenue sur les salaires (1 %) qui était versée par l'Etat à l'UGTT et qui constituait sa principale source de financement, cessation du paiement par l'Etat des salaires de permanents syndicaux, etc. Enfin, le 23 octobre, le maître d'œuvre de la répression du 26 janvier 1978, Zine El-Abidine Ben Ali, grand flic du régime et pro-américain notoire, était promu au rang de ministre chargé de la sûreté nationale, dans le cadre d'un remaniement ministériel globalement dirigé contre l'UGTT et qui coïncidait avec le déclenchement de la dernière offensive répressive.

L'heure n'est pas aux bilans, bien qu'il soit d'ores et déjà possible d'indiquer à quel point la bureaucratie syndicale n'avait pas préparé les travailleurs à l'affrontement, croyant qu'elle pourrait l'éviter en multipliant les concessions et les reculades partielles. L'heure est d'abord à la riposte : celle-ci a été malheureusement faible, jusqu'ici, à l'échelle du pays, hormis une grève du secteur bancaire (un des plus radicalisés) et des manifestations étudiantes. Cependant, dans le Sud, les grèves se multiplient, une grève générale étant appelée pour le 5 novembre, tandis que des embryons de milice ouvrière sont mis sur pied pour défendre les locaux syndicaux. C'est sans nul doute la voie à suivre dans l'ensemble du pays : formation de milices ouvrières et grève générale jusqu'à la libération de tous les syndicalistes détenus, la cessation des poursuites et l'évacuation des locaux syndicaux.

Les marxistes révolutionnaires se placent résolument aux côtés du prolétariat tunisien en lutte. Pour cela, ils doivent en appeler à l'ensemble du mouvement ouvrier international pour qu'il manifeste son soutien aux travailleurs tunisiens et à leur organisation syndicale. Par ailleurs, les marxistes révolutionnaires s'engageront à impulser des actions de solidarité, notamment au sein des syndicats dans lesquels ils militent. ■

Salah JABER,
le 5 novembre 1985.